

DE L'IMPORTANCE D'UN COMMERCE RESPONSABLE

Exportation et
développement Canada

Rapport sur la responsabilité
sociale des entreprises 2008



Table des matières

Le présent document est uniquement accessible en ligne, conformément aux pratiques exemplaires régissant la production de rapports annuels dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises et à l'engagement d'EDC de réduire son empreinte opérationnelle. Il est cependant possible d'en demander une version imprimée, sous forme abrégée, au csr-rse@edc.ca.


Présentation d'Exportation et développement Canada	3	Se rapprocher des clients	18	Optimiser les ressources de l'organisation	34
Dans ce rapport	4	Éthique commerciale	19	Empreinte opérationnelle	35
Rapport d'examen indépendant	5	Lutte contre la corruption	20	Investissement dans la collectivité	36
Message du président et chef de la direction	6	Programme EnviroExport	20	Partenariat avec CARE Canada	36
Faits saillants des activités de 2008	8	Fonds pour l'environnement chinois	20	Chaire EDC en finance environnementale	37
Contribution d'EDC à la prospérité du Canada	9	Financement soutenable	21	Programme Éducation et emploi jeunesse (EYE)	37
Réalisations et constats au chapitre de la RSE	10	Profil : Appui aux entreprises canadiennes du secteur environnemental	22	Investissement dans la collectivité locale	38
La RSE à EDC	11	Profil : Convergence des retombées économiques et sociales	23	Climat organisationnel	38
Cadre administratif et redditionnel de la RSE	11			Rétroaction du Groupe baromètre	39
Mobilisation des parties intéressées	11	Faciliter le commerce d'intégration	24	Indicateurs de performance de 2008	40
Structure de responsabilité de la RSE	12	Examen environnemental	25	Nouvelles initiatives liées à la RSE en 2009	43
Diagramme des enjeux des parties intéressées	13	Divulgaration de l'information environnementale	27	Vue d'ensemble des transactions divulguées	44
Conformité	14	Profil : Appui à l'amélioration des soins de santé dans les îles Turks et Caicos (projet de catégorie B)	28	Global Reporting Initiative	45
Demandes de renseignements et demandes en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>	14	Profil : Soutien des exportations canadiennes vers le secteur pétrolier brésilien (mécanisme général)	30	Principaux cadres de référence de la RSE	47
Examen de la stratégie à l'égard de la RSE	15	Profil : Surveillance environnementale soutenue à Madagascar (projet de catégorie A)	31		
Conseil consultatif sur la RSE	15	Droits de la personne	33		
Examen législatif	16				
Vérification et indicateurs de performance	17				
Global Reporting Initiative	17				
Divulgaration des transactions	17				

Consultation du document PDF

Cliquer sur le titre d'une section pour y accéder.

Cliquer sur les symboles  et  dans le coin inférieur droit pour passer à la page suivante ou précédente.

Le fait de cliquer sur du **texte souligné** (un hyperlien) permet d'accéder au site Web ou au document qui y est rattaché.

Pour naviguer dans une section comportant plusieurs pages, cliquer sur le symbole  à la dernière ligne de la page.

Cliquer sur le titre du rapport dans le coin inférieur gauche pour retourner à la table des matières.

Présentation d'Exportation et développement Canada

Organisme de crédit à l'exportation du Canada, Exportation et développement Canada (EDC) a son siège social à Ottawa, au Canada, et possède des bureaux d'un bout à l'autre du pays ainsi que 14 représentations à l'étranger.

À titre d'institution publique, EDC applique des principes commerciaux dans l'exécution de son mandat, qui est de soutenir et développer le commerce extérieur du Canada de même que la capacité des entreprises du pays d'y participer et de profiter des débouchés sur le marché international.

Pour aider les sociétés canadiennes à affronter la concurrence mondiale, EDC leur offre une gamme de services de financement du commerce international et de réduction des risques, notamment l'assurance crédit et l'assurance risques politiques, l'assurance et les garanties pour cautionnement de contrats, le financement sous la forme de capital-investissement et le financement direct d'acheteurs étrangers.

Nos clients savent qu'en faisant appel à EDC, ils jouissent de l'appui d'une société d'État vouée à la promotion d'un commerce responsable. Ils savent également que notre statut d'acteur de premier rang du secteur financier, allié à notre expertise dans l'évaluation des risques, quels qu'ils

soient, et à notre compréhension de leurs activités, nous permettent de contribuer à la réalisation de leur vision. Ils reconnaissent enfin que nous appuierons leurs projets dans le souci d'une saine gestion des volets social et environnemental. Nous nous sommes d'ailleurs engagés à communiquer à tous les clients de la Société les pratiques adoptées par les entreprises responsables exerçant leurs activités sur les marchés mondiaux.

Nous sommes fiers de nos antécédents en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Si nous constatons une évolution marquée depuis notre premier rapport sur la RSE, il y a cinq ans, nous demeurons conscients que la RSE pourrait occuper une place plus prépondérante à EDC. Le présent rapport fait le point sur les progrès accomplis et, plus précisément, sur nos réalisations de 2008.

Nous vous invitons à transmettre vos commentaires sur la performance d'EDC à notre équipe de la RSE, à Ottawa, au RapportRSERetraction@edc.ca.



Siège social d'EDC

151, rue O'Connor
Ottawa ON
K1A 1K3
Tél. : 613-598-2500
Télec. : 613-598-3098
Sans frais : 1-888-332-8224

Dans ce rapport

De l'importance d'un commerce responsable représente le cinquième Rapport sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) d'EDC. Sa publication est particulièrement opportune puisqu'elle survient au moment même où les Canadiens et les entreprises canadiennes traversent une période de profonde incertitude économique.

Devant les répercussions de la conjoncture financière actuelle, nous ne pouvons que constater à quel point le contexte dans lequel nous évoluons a changé. L'éthique commerciale y jouant plus que jamais un rôle de premier plan, les activités des entreprises font l'objet d'une surveillance étroite de la part du public. Dans un même temps, les incidences sociales et environnementales des transactions qu'elles concluent sont soumises à un examen toujours plus rigoureux.

Au cours des cinq dernières années, nous avons rendu compte de nos activités en prenant soin d'équilibrer l'intérêt du public et les réalités inhérentes au commerce. Nous n'avons cessé de renforcer notre engagement à adopter des pratiques exemplaires dans des domaines comme l'éthique commerciale, la transparence, l'environnement, l'investissement dans la collectivité et le bénévolat des employés. Si nous constatons des avancées notables dans

ces domaines, nous reconnaissons que nous pouvons mieux harmoniser nos pratiques d'affaires avec les pratiques exemplaires liées à la RSE.

Le présent rapport se veut donc à la fois un constat des améliorations à apporter et une première tentative d'harmoniser notre stratégie à l'égard de la RSE avec nos principaux objectifs. Il se compose de trois grandes sections correspondant aux trois objectifs de la Société : Se rapprocher des clients, Faciliter le commerce d'intégration et Optimiser les ressources de l'organisation. En outre, chaque section illustre certaines de nos réalisations de 2008 et en précise la nature comme la portée en fonction d'indicateurs de performance et de nos progrès antérieurs. De ce rapport émerge un constat révélateur : dans la nouvelle donne économique, la contribution du commerce – et plus encore d'un commerce responsable – est plus que jamais vitale.

La structure du *Rapport sur la RSE 2008* est définie en fonction des objectifs stratégiques suivants d'EDC :

Se rapprocher des exportateurs et des investisseurs canadiens :

EDC étendra son rayonnement auprès des entreprises canadiennes afin de mieux comprendre leurs besoins et leur offrir son savoir-faire et ses solutions, directement ou en partenariat avec d'autres institutions financières.

Faciliter le commerce d'intégration :

EDC relèvera la compétitivité des exportateurs et des investisseurs canadiens en leur offrant une vaste gamme de solutions en matière de

financement du commerce extérieur et de gestion des risques, en particulier pour les investissements à l'étranger et les chaînes d'approvisionnement mondiales, afin de faciliter leurs activités sur les marchés émergents.

Optimiser les ressources de l'organisation :

EDC optimisera l'utilisation et l'affectation de ses ressources pour répondre le mieux possible aux besoins des entreprises canadiennes à l'international.

Rapport d'examen indépendant

Au conseil d'administration et à la direction d'Exportation et développement Canada

Nous avons examiné les principaux indicateurs de performance présentés dans le Rapport sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) d'Exportation et développement Canada (EDC) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008 (le rapport), lesquels indicateurs sont précisés plus bas. Nous n'avons pas examiné toute l'information présentée dans le rapport. La direction d'EDC est responsable de la collecte et de la présentation de l'information et des indicateurs contenus dans le rapport. Un examen ne constitue pas une vérification et, par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion de vérificateur sur les indicateurs de performance.

Portée

Notre examen portait sur les indicateurs de performance suivants :

- Pourcentage d'employés ayant demandé un soutien dans le cadre de la Politique sur les dons de bienfaisance des employés;
- Pourcentage d'employés ayant participé aux études de cas en ligne relatives au Code de conduite;

- Pourcentage de projets de catégorie A publiés sur le site Web d'EDC 30 jours avant la conclusion de la transaction par rapport au pourcentage de projets de catégorie A admissibles;
- Nombre de projets conclus ayant fait l'objet d'un examen en conformité avec la Directive en matière d'évaluation environnementale.

Le choix des principaux indicateurs de performance par la direction d'EDC est fondé principalement sur la perception de l'intérêt des intervenants externes. Nous n'avons pas examiné le contenu du texte du rapport, sauf s'il y était fait mention des principaux indicateurs de performance.

Méthodologie

Nous avons effectué notre examen conformément à l'International Standard on Assurance Engagements (ISAE) 3000, norme établie par l'International Federation of Accountants. En conséquence, notre travail a été planifié et exécuté de manière à fournir une assurance modérée quant aux informations quantitatives que nous avons examinées. Nos critères d'examen reposaient sur les lignes directrices pour

la communication d'informations sur le développement durable publiées par la Global Reporting Initiative (GRI) dans un document intitulé Lignes directrices pour le reporting développement durable (version 2006), ainsi que les règlements pertinents, les définitions de la direction d'EDC et les normes reconnues auxquelles le rapport fait référence. Notre examen a consisté principalement à prendre des renseignements, à faire un examen analytique et à discuter avec EDC de l'information qu'elle nous a fournie.

Conclusion

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que les indicateurs de performance susmentionnés ne sont pas, à tous les égards importants, présentés fidèlement selon les critères de présentation de l'information pertinents.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Toronto (Ontario) Canada
Le 21 mai 2009

Message du président et chef de la direction

Il fut un temps où les entreprises considéraient leur « responsabilité sociale » comme ne relevant pas du cadre normal de leurs activités. Or, aujourd'hui, les sociétés soucieuses d'assurer leur pérennité savent que toutes leurs activités influent sur leur chiffre d'affaires.

La complexification des enjeux et l'évolution constante des attentes liées à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) font désormais partie intégrante du contexte actuel. Cet environnement nous révèle aussi que la RSE, de par sa nature, sera toujours appelée à se transformer. Si, à EDC, nous n'avons cessé de progresser au cours des dernières années en réharmonisant nos pratiques de RSE avec nos pratiques d'affaires, nous reconnaissons toutefois que nous pouvons faire mieux.

Cela dit, je suis fier de notre performance de 2008 au regard de la RSE. La Société a fait plusieurs avancées, en particulier au chapitre de la transparence. À preuve : depuis qu'elle est devenue assujettie à la *Loi sur l'accès à l'information*, en 2007, EDC a répondu à de nombreuses demandes de renseignements en vertu de la *Loi* et a rehaussé son approche en privilégiant une divulgation proactive et périodique

de l'information à ses parties intéressées et au public, et ce, avant même qu'ils n'en fassent la demande. De plus, comme en témoigne le présent rapport, nous avons fait état de notre performance relative à la RSE en soulignant nos réalisations, certes, mais également là où nous entendons nous améliorer.

Je me réjouis par ailleurs des initiatives de la Société sur le plan environnemental. Sans contredit, la contribution d'EDC à la nouvelle Chaire en finance environnementale compte parmi les grandes réalisations de 2008. Ce nouveau domaine de spécialisation à l'Université de Waterloo ouvrira des portes aux étudiants canadiens souhaitant faire leur marque comme chefs de file en gestion durable. Dans cette optique, ils suivront une formation en études environnementales et en finances internationales qui, j'en suis persuadé, sera fort prisée partout dans



PHOTO : MARTIN LIPMAN

⤴ Eric D. Siegel, président et chef de la direction

Par son dynamisme, je crois qu'EDC continuera d'être un catalyseur d'évolution sociale et environnementale.

Message du président et chef de la direction

le monde, car les entreprises recourent à leur savoir-faire pour mener à bien l'harmonisation des enjeux commerciaux tout comme ceux liés aux changements climatiques, à la transparence, à la rentabilité et aux droits de la personne. Outre cet investissement, la Société a pris d'autres actions environnementales au cours de la période en revue. Ainsi, à titre d'hôte de l'assemblée annuelle des assureurs de l'Union de Berne, tenue l'automne dernier à Banff, nous avons mis la responsabilité environnementale à l'avant-plan. Dans un même temps, à l'interne, nous nous sommes efforcés de définir et de réduire notre empreinte opérationnelle.

En 2008, EDC a organisé le Forum sur les pratiques exemplaires en matière de responsabilité sociale des entreprises dans le secteur de l'exploitation minière au Pérou. La rencontre a permis aux diverses parties intéressées d'exprimer des points de vue divergents sur la meilleure façon d'exercer des activités commerciales sur les marchés exigeants. EDC poursuivra le dialogue avec ce réseau afin de mieux faire comprendre la portée des défis à relever pour favoriser l'adoption de pratiques d'exploitation minière viables dans

les environnements difficiles. C'est également dans cet esprit que nous avons joint le groupe voué à la mise en place des Principes de l'Équateur – un cadre volontaire établi par l'industrie financière pour gérer les enjeux sociaux et environnementaux dans le cadre de la planification de projets, dont nous sommes devenus signataires en 2007. Par son dynamisme, je crois qu'EDC continuera d'être un catalyseur d'évolution sociale et environnementale.

La confiance envers le secteur international des services financiers plongeant à un creux sans précédent, il est plus que jamais opportun de confirmer notre engagement à faire tout ce que notre actionnaire et nos parties intéressées, et plus encore nos clients, sont en droit d'attendre de nous. La conjoncture actuelle est donc une occasion de montrer que nous agissons avec responsabilité et intégrité, et que nous estimons essentielle la promotion d'un commerce responsable.

Tableau stratégique : principales initiatives

	OBJECTIF	INDICATEUR	RÉSULTAT
Se rapprocher des clients	Rehausser la portée du portefeuille de produits d'EDC sur le plan de la durabilité	Lancement de nouveaux produits	Confirmation de l'investissement dans le Fonds pour l'environnement chinois
Faciliter le commerce d'intégration	Assurer l'intégration de la <i>Déclaration sur les droits de la personne</i>	<i>Déclaration sur les droits de la personne</i>	Accueil favorable de la part des parties intéressées
Optimiser les ressources de l'organisation	Réduire l'empreinte opérationnelle d'EDC	DP exigeant la conformité du nouvel immeuble du siège social à la norme LEED	Approbation par le Conseil de la conformité du projet à la nouvelle norme LEED
	Reformuler l'engagement d'EDC dans la collectivité	Affectation de bénévoles et contribution d'EDC au profit de CARE Canada	Approbation par la haute direction de l'affectation de jusqu'à quatre employés chaque année et d'une contribution annuelle de 200 000 \$ sur quatre ans

Faits saillants des activités de 2008

Volume d'activités par secteur industriel (en millions de dollars)

5 150	Industrie légère
7 255	Technologies de l'information et des communications
10 426	Transports
16 822	Ressources
18 751	Infrastructure et environnement
27 415	Industries extractives

Volume d'activités par marché géographique (en millions de dollars)

259	Diverses régions
4 360	Afrique et Moyen-Orient
6 669	Amérique du Sud et Amérique centrale
9 092	Europe
13 466	Asie-Pacifique
51 973	Amérique du Nord et Antilles

Contribution d'EDC à la prospérité du Canada

Au nombre des réalisations d'EDC en 2008, on compte les suivantes :

Appui à des transactions commerciales et d'investissement sur les marchés mondiaux d'une valeur de **85,8 milliards de dollars** au nom des entreprises canadiennes – **une hausse de 23 % par rapport à 2007.**

Facilitation des transactions pour le compte de **8 312 clients, soit 11,4 % de plus qu'en 2007.**

Soutien dépassant **450 millions de dollars** à **215 petites entreprises** offrant des technologies, des services ou des produits à caractère environnemental, notamment aux États-Unis, premier marché de ce secteur en effervescence.

Appui à des transactions d'une valeur de **22,0 milliards de dollars** sur les marchés en développement, soit **31 % de plus** qu'en 2007.

Soutien à environ **35 %** de l'ensemble **des exportations et des investissements directs du Canada** sur les marchés en développement.

Appui à la contribution de **57,8 milliards de dollars** au PIB canadien – **une majoration de 12,2 %** par rapport à 2007 – et soutien de 572 000 emplois au pays, soit 4,4 % du PIB total du Canada et 3,3 % de l'emploi à l'échelle nationale.



PHOTO ET VIDÉO OFFERTES PAR ADVANTECH

 RÉTROACTION DU CLIENT :
Advantech
(connexion Internet requise)
[lancer la vidéo](#)

Réalisations et constats au chapitre de la RSE

Réalisations

Réalisation d'un examen **de la stratégie et des plans à l'égard de la RSE** ainsi que d'une analyse des façons de mieux arrimer les engagements de la Société dans ce domaine à sa stratégie d'affaires.

Publication de la **Déclaration sur les droits de la personne** dans laquelle la Société précise ses pratiques actuelles et affirme son engagement à respecter les politiques gouvernementales et ses obligations internationales.

Investissement dans **la première chaire en finance environnementale du Canada** au Centre for Environment and Business de l'Université de Waterloo – une contribution qui favorisera la formation des chefs de file voués à la promotion de pratiques commerciales soutenables à l'international.

Lancement du **partenariat mondial d'investissement dans la collectivité d'une durée de quatre ans avec CARE Canada** dans le cadre duquel EDC offrira son expertise pour mener à bien des projets de développement d'entreprises en Amérique latine. Ce partenariat permettra à EDC d'affecter des employés bénévoles qui mettront leurs connaissances et leurs compétences au service de la réalisation de projets de développement sur les marchés émergents.

Investissement de **20 millions de dollars** dans le **Fonds pour l'environnement chinois** dont les placements profiteront aux sociétés chinoises du secteur des technologies propres dans des domaines comme l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable, la réduction du bilan carbone, le traitement de l'eau et des eaux usées ainsi que les nouveaux matériaux et l'agriculture durable.

Constats

Nous devons rehausser notre capacité à intégrer la RSE dans notre **stratégie d'affaires**.

Nous devons poursuivre la mise en place d'un processus normalisé d'évaluation des **droits de la personne** à l'égard des projets.

Nous devons intensifier les efforts investis pour comprendre, évaluer et réduire notre **empreinte opérationnelle**; par ailleurs, nous comptons examiner les émissions de gaz à effet de serre liées à notre portefeuille.

Nous devons atteindre un juste équilibre entre les **indicateurs de performance de la RSE** de nature quantitative et qualitative.

La RSE à EDC

Reconnaissant l'importance de faire preuve de transparence et de s'acquitter de son obligation de rendre des comptes au public, EDC a l'an dernier divulgué périodiquement et de façon proactive une foule de renseignements sur ses activités.

La Société a rendu publique cette information au moyen de son site Web, de publications, d'envois postaux et d'un programme continu destiné à consulter et à mobiliser ses clients, ses partenaires et ses diverses parties intéressées.

Cadre administratif et redditionnel de la RSE

À EDC, la RSE est l'affaire de tous. Des comités et des groupes de travail de la Société s'occupent de gérer la structure régissant la RSE dont la coordination revient au conseiller en chef et à l'Équipe des responsabilités des entreprises. La responsabilité ultime de la RSE incombe toutefois au président de la Société.

L'organigramme illustrant la structure de responsabilité de la RSE à EDC est présenté à la page 12.

Mobilisation des parties intéressées

EDC interagit de diverses façons avec un vaste éventail de parties intéressées (voir « Diagramme des enjeux des parties intéressées » à la page 13). Par exemple, en 2008, nous avons participé à l'assemblée annuelle des assureurs de l'Union de Berne, à la séance des praticiens environnementaux au sein des organismes de crédit à l'exportation parrainée par l'Organisme de coopération et de développement économiques (OCDE) et au forum sur la gestion des risques de réputation dans les transactions bancaires auquel ont pris part diverses institutions bancaires internationales.

En outre, notre Assemblée publique annuelle, en avril dernier, et des séances tenues en 2008 attestent le dynamisme

du processus de mobilisation des parties intéressées en place à la Société. Ces séances ont donné à EDC l'occasion d'être au fait des nouvelles pratiques exemplaires, de partager son expérience et de prendre directement acte de la rétroaction de ses parties intéressées.

En mai 2008, par exemple, EDC a organisé le Forum multilatéral sur les pratiques exemplaires en matière de responsabilité sociale dans le secteur de l'exploitation minière au Pérou. Animés par le président et des membres de la haute direction d'EDC, la séance se voulait un moyen de contribuer à une meilleure compréhension, entre les gouvernements, les institutions financières, les ONG et le secteur privé, des enjeux soulevés par l'exploitation minière dans ce pays d'Amérique latine. Pour accéder aux points de discussion présentés en rapport avec le forum, visitez le www.edc.ca/french/social_15509.htm.

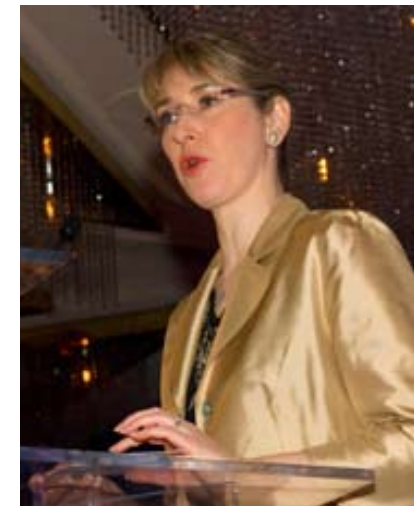


PHOTO OFFERTE PAR GLOBE 2008

⤴ Françoise Faverjon-Fortin, vice-présidente, Infrastructure et Environnement, Groupe du développement des affaires remet le Prix de l'industrie pour l'exportation lors de la cérémonie des prix GLOBE à Vancouver, en mars 2008.

Structure de responsabilité de la RSE

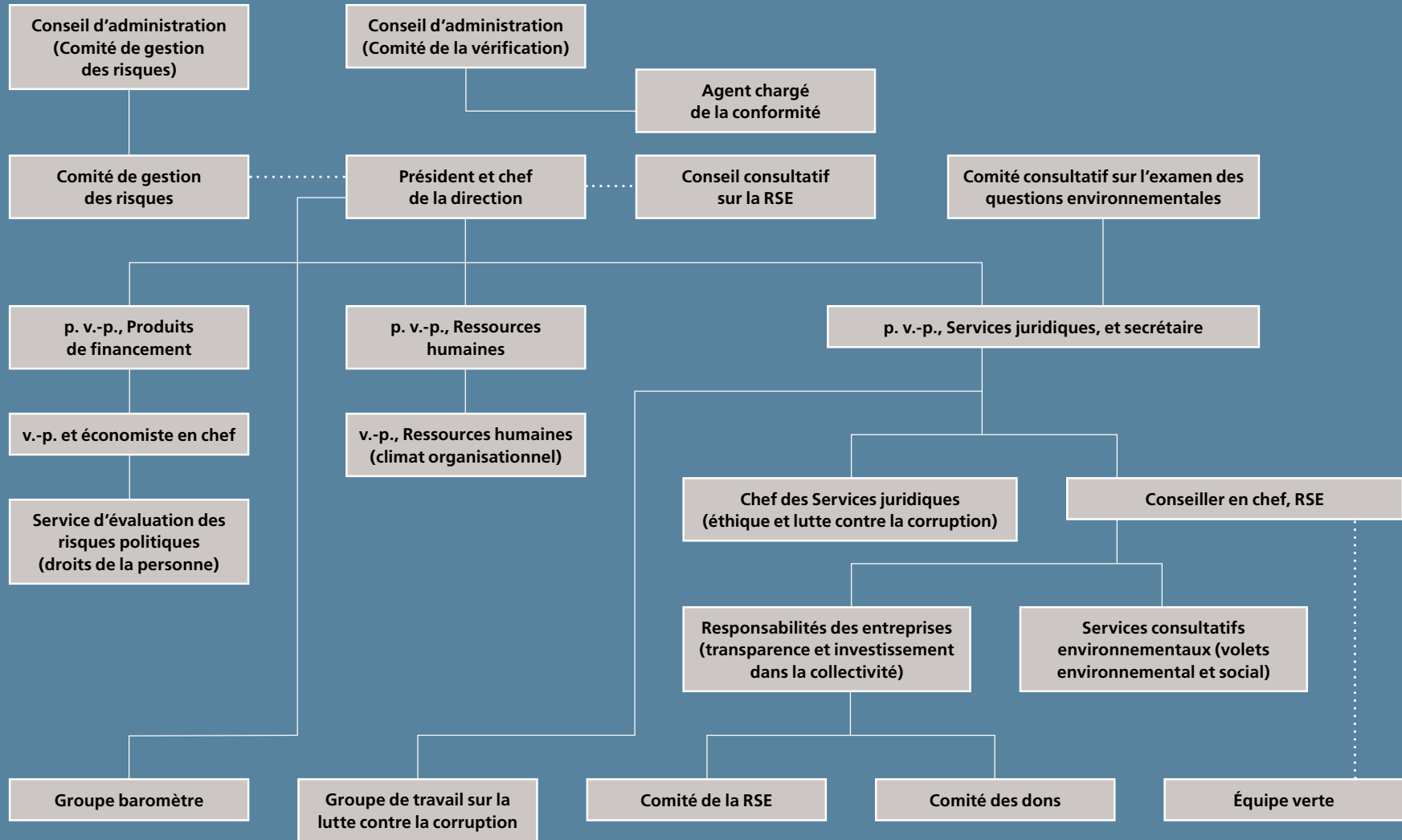


Diagramme des enjeux des parties intéressées

EDC utilise un diagramme des enjeux des parties intéressées pour cerner les enjeux qui les préoccupent. Ce diagramme s'avère également pour la Société un cadre de référence utile pour situer sa performance, rehausser la satisfaction de ses clients et cultiver des relations avec les parties intéressées.

Diagramme des enjeux des parties intéressées

PRINCIPAUX GROUPES DE PARTIES INTÉRESSÉES	ENJEUX										
	POSITION CONCURRENTIELLE (RÈGLES DU JEU UNIFORMES)	TARIFICATION JUSTE	ACCESSIBILITÉ	INNOVATION (PRODUITS)	GOUVERNANCE EFFICACE, DONT UNE GESTION FINANCIÈRE ET DES RISQUES PRUDENTE	ÉTHIQUE COMMERCIALE	TRANSPARENCE	DROITS DE LA PERSONNE	INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	INVESTISSEMENT DANS LA COLLECTIVITÉ	PRATIQUES ÉQUITABLES EN MATIÈRE D'EMPLOI
Clients actuels et potentiels, associations commerciales, sectorielles ou professionnelles canadiennes	■	■	■	■	■	■	■	■	■		
Partenaires financiers (banques, assureurs, institutions financières ou partenaires, institutions multilatérales, financières ou de développement et organismes de crédit à l'exportation)	■	■	■	■	■	■	■	■	■		
Ministres et députés	■	■	■	■	■	■	■	■	■		■
Autres sociétés d'État financières	■		■	■	■	■			■		
Ministères et organismes gouvernementaux	■	■	■	■	■	■	■	■	■		■
Organismes non gouvernementaux						■	■	■	■		
Médias canadiens et étrangers			■	■	■		■		■		
Fournisseurs d'EDC		■					■				
Employés d'EDC	■	■	■	■	■	■				■	■

Conformité

Les parties intéressées peuvent transmettre toute plainte concernant les activités de la Société à l'agent chargé de la conformité. Indépendant de la direction d'EDC, il exerce le rôle d'ombudsman en veillant à la réception et à la gestion des plaintes externes visant l'absence de conformité d'EDC à ses politiques en matière de responsabilité sociale des entreprises. En vertu de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* (LPPFDAR), l'agent chargé de la conformité assure également la gestion des divulgations internes d'actes répréhensibles potentielles. D'ailleurs, dans le cadre de la Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles d'EDC, les employés agissant de bonne foi peuvent signaler toute activité du genre, soupçonnée ou avérée, sans crainte de représailles. Chaque année, la Société remet au Bureau du dirigeant principal

des ressources humaines du Conseil du Trésor un rapport des activités afférentes aux divulgations faites sous le régime de la *LPPFDAR*.

En 2008, l'agent chargé de la conformité a reçu trois plaintes de tierces parties externes dont deux ne s'inscrivaient pas dans son mandat et une autre, présentée de façon anonyme, qui a été considérée comme non avenue.

Au cours de l'année écoulée, EDC a demandé une vérification indépendante du Programme de l'agent chargé de la conformité. Les vérificateurs ont recommandé la tenue d'un examen du mandat de l'agent chargé de la conformité de même que la clarification de ses rôles et de ses responsabilités à l'égard de la Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles. EDC donnera suite à ces recommandations en 2009.

Demandes de renseignements et demandes en vertu de la LAI

EDC fait preuve de transparence à l'égard de ses activités en donnant suite aux demandes de renseignements du public. Dans cette optique, la Société a traitée en 2008 plus de 50 demandes du genre sur divers sujets liés à la RSE. Le respect des droits de la personne a suscité le plus intérêt, suivi de l'appui aux activités commerciales en Chine, le soutien envisagé pour la réalisation de grands projets d'infrastructure aux Philippines, au Laos, au Chili et en République démocratique du Congo de même que les mesures prises par EDC pour lutter contre la corruption.

Au cours de la période sous revue, EDC a traité 37 demandes dans le cadre de la *Loi sur l'accès à l'information (LAI)*, soit 22 demandes officielles et 15 demandes officieuses ou portant sur la teneur des consultations. Toutes les demandes présentées sous le régime de la *LAI* ont été traitées dans le délai prévu.

Examen de la stratégie à l'égard de la RSE

En 2008, dans une volonté de mieux arrimer ses engagements liés à la responsabilité sociale des entreprises à sa stratégie d'affaires, EDC a confié à un expert externe – le professeur Dirk Matten, Chaire Hewlett Packard sur la RSE à la Schulich School of Business de l'Université York – la tâche d'examiner la stratégie et les plans de la Société se rapportant à la RSE. Parallèlement, EDC a entrepris à l'interne une analyse comparative d'envergure pour définir l'évolution des tendances et des pratiques exemplaires adoptées par les divers organismes de crédit à l'exportation. Cette analyse a permis de situer la Société par rapport à ses pairs sur le plan de la RSE.

Le Conseil consultatif sur la RSE d'EDC a aussi communiqué ses idées sur la façon d'aider EDC à réorienter sa stratégie en matière de RSE. Les conclusions de l'expert et du Conseil consultatif ont abouti à la formulation des recommandations suivantes :

- La nouvelle stratégie à l'égard de la RSE devrait faire mention de la valeur sociale et économique à long terme que les

activités d'EDC procurent à l'ensemble de la société.

- EDC devrait assurer la correspondance entre [son approche relative à la RSE](#) et sa stratégie d'affaires; elle devrait s'efforcer de rehausser l'offre de la Société en faisant de la RSE un élément à valeur ajoutée de la proposition d'EDC à ses clients.
- Les membres de la haute direction devraient mieux coordonner leurs efforts afin d'intégrer – et de rappeler – les objectifs liés à la RSE dans leurs communications dédiées aux activités et à la stratégie d'EDC.

Conseil consultatif sur la RSE

Le Conseil consultatif sur la RSE, dont la présidence était assurée par Maureen O'Neil, a continué de seconder la haute direction dans l'évaluation des tendances, des pratiques et des enjeux actuels touchant la RSE. En 2008, le Conseil s'est donc employé à redéfinir les priorités et la stratégie d'EDC à l'égard de la RSE en abordant des sujets tels que la gestion des risques liés à l'éthique, l'intégration d'une composante d'analyse des droits



PHOTO : TECKLES PHOTOGRAPHY INC

⚡ Créé en 2001, le Conseil consultatif sur la RSE d'EDC se réunit deux fois l'an. Voici les participants à la séance de novembre 2008.

Personnes assises, de gauche à droite : Eric Siegel, président et chef de la direction d'EDC; Maureen O'Neil, présidente du Conseil consultatif sur la RSE et présidente-directrice générale de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé; Jim Dinning, président du Conseil d'administration d'EDC.

Personnes debout, de gauche à droite : Jim McArdle, premier vice-président, Services juridiques, et secrétaire ainsi que les membres suivants du Conseil sur la RSE : David Runnalls, président et chef de la direction, Institut international du développement durable; Randy Gossen, vice-président, Sécurité, Environnement et Responsabilité sociale, Nexen Inc.; Ed Waitzer, associé, Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l., et Jean-Claude Villiard, professeur agrégé, École nationale d'administration publique (Université du Québec). Absent : David Zussman, Chaire Jarislowsky sur la gestion dans le secteur public à l'Université d'Ottawa.

de la personne et la tenue des consultations pertinentes en vue de la réalisation de l'examen de la Politique environnementale de la Société.

En 2009, le Conseil accueillera trois membres, soit :

- Jean-Louis Roy, ancien président de Droits et Démocratie
- Deanna Rosenswig, ancienne présidente et chef de la direction de la Fondation MasterCard
- Deep Saini, doyen de la Faculté d'environnement de l'Université de Waterloo

Ces nouveaux membres auront l'occasion de mettre à contribution leur expérience et leurs connaissances spécialisées des domaines comme l'investissement dans la collectivité et la microfinance, les droits de la personne et les questions environnementales.

Examen législatif

En vertu de la *Loi sur le développement des exportations*, EDC doit faire tous les dix ans l'objet d'un examen indépendant qui vise son mandat et son efficacité opérationnelle. L'an dernier, le gouvernement a confié à la société-conseil International Financial Consulting Limited (IFC) la tâche de mener des consultations auprès des clients, des

partenaires et d'autres parties intéressées d'EDC, puis de préparer un rapport comportant des recommandations fondées sur la rétroaction obtenue.

Le document, qui contient 29 recommandations, approuve amplement la façon dont EDC s'acquitte de son mandat ainsi que sa capacité à répondre, en partenariat avec le secteur privé, aux besoins des entreprises canadiennes exportatrices en matière de financement et d'assurance.

Par ailleurs, le rapport fait état des préoccupations exprimées par la société civile. Si certaines organisations ont reconnu et loué les efforts qu'EDC a déployés à ce jour pour répondre aux préoccupations concernant la société civile et intégrer les principes de la responsabilité sociale des entreprises et des droits de la personne dans ses politiques opérationnelles et ses pratiques d'affaires, d'autres prétendent que la Société pourrait faire davantage. Sur la question des droits de la personne, le document précise que l'approche privilégiée par EDC à l'égard de sa politique est non contraignante et qu'elle manque de rigueur et de transparence.

Les auteurs du rapport concluent que les préoccupations de la société civile, en particulier au chapitre des droits de la per-

sonne, sont certes importantes, mais que la politique régissant ce domaine ne relève pas du mandat d'EDC.

« Tous conviennent qu'EDC a beaucoup réalisé ces dernières années pour répondre aux enjeux clés soulevés en matière de société civile. Il serait probablement juste de dire qu'EDC a fait beaucoup plus que tous les autres OCE. La Société semble être une entité informée et engagée sur le plan des développements de la société civile, au sein du gouvernement canadien et à l'étranger. »

Dans le même ordre d'idées, les auteurs du rapport sont disposés à admettre en principe qu'EDC, à titre d'institution publique, partage les obligations du Canada en matière de droits internationaux de la personne. En contrepartie, ils n'estiment pas pour autant que la Société devrait définir les obligations du pays à cet égard.

Le rapport a été remis aux membres du Comité du commerce international de la Chambre des communes et du Comité des affaires étrangères du Sénat à des fins de discussion. Pour un complément d'information au sujet de l'examen externe, consultez le www.international.gc.ca/commerce/edc.aspx?lang=fra.

Vérification et indicateurs de performance

Le Bureau du vérificateur général du Canada (BVG) a le mandat d'effectuer tous les cinq ans un examen spécial de systèmes et de pratiques en place à EDC. Ainsi, au cours de l'année écoulée, le BVG a passé en revue huit projets, dont un du domaine de la RSE, et a entamé une vérification du volet environnemental des politiques et procédures régissant la tenue d'un examen environnemental à EDC. La Société fera part des résultats de cet examen au cours de 2009.

En 2008, l'Équipe de la vérification interne de la Société a procédé à la vérification des éléments de la RSE à EDC afin de déterminer la conformité des politiques, des pratiques et des processus régissant la RSE en place à EDC. Les conclusions de la vérification, présentées sur le site Web d'EDC (http://www.edc.ca/french/disclosure_15503.htm), ont conduit la Société à poursuivre ses efforts en vue de relever ses indicateurs de performance dans le domaine de la RSE. Les nouveaux indicateurs choisis par EDC sont énoncés dans le présent rapport. Cliquez [ici](#) pour accéder aux nouveaux indicateurs choisis.

Bien que les processus seront encore appelés à évoluer, nous remarquons une nette amélioration dans le suivi de la performance et dans l'instauration des indicateurs pertinents. Malgré cette progression, nous n'avons pas été en mesure d'équilibrer les indicateurs quantitatifs et qualitatifs utilisés, ni les processus et les résultats obtenus. Nous poursuivrons nos efforts en ce sens en 2009.

Global Reporting Initiative

Bon nombre d'organisations se fondent sur le cadre de présentation de rapports de la GRI. Or, des indicateurs de la GRI ne s'appliquent pas à EDC en raison de sa structure et du secteur d'activités où elle évolue (les crédits à l'exportation). Dans la mesure du possible, nous avons rendu compte de nos activités selon les indicateurs de la GRI G3, en considérant les enjeux d'intérêt pour la Société et ses parties intéressées.

La liste exhaustive des indicateurs de la GRI tout comme l'évaluation de ces indicateurs par une tierce partie (attestée par l'appellation « 3rd Party Checked ») sont présentées aux pages [45](#) et [46](#).

Catégories de projet

CATÉGORIE	DÉFINITION
Catégorie A	Projets pouvant présenter des incidences environnementales négatives élevées
Catégorie B	Projets pouvant présenter des incidences environnementales négatives moins importantes que celles des projets de catégorie A
Catégorie C	Projets pouvant présenter des incidences environnementales négatives faibles voire nulles

Divulgence des transactions

En 2008, EDC a maintenu son approche proactive en divulguant les transactions de financement et d'octroi de garanties liées aux projets qu'elle appuie. Elle a également affiné ses pratiques en la matière en publiant l'information concernant ces transactions, en particulier leurs incidences environnementales potentielles et les mesures d'atténuation s'y rapportant. L'information relative aux transactions pour les projets de catégories A à C est présentée aux pages [26](#) et [27](#).





**SE
RAPPROCHER
DES CLIENTS**

Se rapprocher des clients

La présente section fait état des activités d'EDC à l'appui de la création, du maintien et du resserrement des relations avec ses clients.

Éthique commerciale

L'engagement d'EDC à adopter des normes d'éthique élevées est indissociable de sa capacité à soutenir les entreprises canadiennes sur les marchés mondiaux. Cet engagement incarne un élément essentiel au maintien de sa réputation. C'est pourquoi le *Code d'éthique commerciale* et le *Code de conduite* guident toutes les activités d'EDC. Ces codes définissent son engagement à l'égard du respect de l'éthique et de l'environnement, de la lutte contre la corruption et de la promotion des droits de la personne. Ils régissent également les questions comme les conflits d'intérêts et la confidentialité de l'information. Enfin, ils ont pour but de protéger la réputation d'intégrité d'EDC et les intérêts commerciaux de ses clients.

« L'éthique, au sommet des préoccupations des employés » s'est imposée comme une des initiatives phares de 2008. Pour la première édition de la *Semaine d'éthique*, la Société a proposé des activités interac-

tives, des exposés et une séance animée par un conférencier. De plus, les membres de la haute direction et du Conseil d'administration d'EDC ont pris part à une séance d'information consacrée au *Code de conduite*; par ailleurs, dans le cadre de rencontres, les directeurs ont rappelé à leurs subordonnés directs les principes et les directives énoncés dans le *Code de conduite*. Les employés et les membres du Conseil se sont acquittés de leur obligation annuelle en signant la *Déclaration d'engagement au respect du Code* et, pour une deuxième année, le personnel a participé à la formation en ligne sur le *Code*, un outil interactif assorti d'études de cas portant sur des enjeux liés à l'éthique tels que l'occupation d'un emploi à l'extérieur de la Société, l'acceptation de cadeaux et d'invitations et les délits d'initiés. En 2008, le taux de participation des employés était de 99,6 %. Cet indicateur a fait l'objet d'un examen par le cabinet PricewaterhouseCoopers.

⤴ En 2008, EDC a envoyé à tous ses nouveaux clients une lettre les informant de son programme de lutte contre la corruption et sa nouvelle brochure dédiée à lutte contre la corruption.

Se rapprocher des clients

Enfin, dans l'optique de déterminer si son *Code de conduite* prône des pratiques exemplaires en matière d'éthique, la Société a entamé une deuxième analyse comparative qui prendra fin au milieu de 2009.

Lutte contre la corruption

À l'issue d'une vérification interne de ses pratiques de RSE (voir « Vérification et indicateurs de performance » à la page 17), EDC a appris qu'elle dispose des mesures de contrôle et de processus efficaces pour atténuer les risques de corruption et qu'elle devrait examiner ces mesures en lien avec la formation du personnel.

La Société poursuivra et enrichira la formation à cet égard en 2009.

Outre l'application périodique de contrôles préalables, EDC exige que ses clients signent une déclaration anti-corruption et se réserve le droit de refuser son soutien si elle soupçonne la présence de corruption ou dispose de preuves solides à cet effet. L'an dernier, le président d'EDC, Eric Siegel, a expédié à tous les nouveaux clients de la Société une lettre les informant de cette

exigence de même que la [brochure d'EDC](#) dédiée à la lutte contre la corruption.

Programme EnviroExport

Au cours de la période en revue, EDC a ciblé les transactions du « secteur environnemental » qu'elle a appuyées, c'est-à-dire celles se spécialisant dans les technologies propres (énergie renouvelable, carburants de remplacement, gestion de l'eau, gestion des eaux usées, etc.). En outre, EDC a relevé d'autres transactions liées à des projets générateurs de retombées environnementales dans le but de mieux quantifier son soutien à la réussite de ces sociétés.

En 2008, EDC a établi qu'elle a soutenu les activités de 215 « enviroexportateurs », dont Centennial Solar (voir le « Profil » à la page 22). La valeur totale des transactions facilitées par EDC pour le compte de telles sociétés se chiffre à plus de 450 millions de dollars. EDC leur a notamment offert des services de financement et de cautionnement ainsi que de l'assurance risques politiques.

De même, bon nombre de ces entreprises se sont adressées à EDC en 2008 pour faire assurer leurs certificats d'énergie renouvelable (servant à l'homologation des sources d'énergie verte). « On ne nous avait jamais demandé ce type d'assurance, mais comme il était important pour un de nos clients de faire assurer son certificat, nous avons étudié la question et en avons conclu qu'il s'agissait là d'un marché valide pour EDC, a expliqué Karen Mallory, conseillère sectorielle, Infrastructure et Environnement. Nous tenions à être au diapason des besoins de nos clients dans ce marché en essor. »

Fonds pour l'environnement chinois

Pour rehausser le soutien offert par l'entremise de son programme Enviro-Export, EDC a investi dans des fonds de capital-investissement. Ce faisant, elle a pu prêter main-forte aux sociétés canadiennes désireuses de dynamiser la commercialisation de leurs nouveaux produits.

Le Fonds pour l'environnement chinois III LLP, géré par Tsing Capital, illustre bien ce nouveau type d'appui.

« Nous tenions à être au diapason des besoins de nos clients dans ce marché en essor. »

—Karen Mallory, conseillère sectorielle,
Infrastructure et Environnement

Se rapprocher des clients

L'an dernier, EDC y a investi 20 millions de dollars avec en tête un double objectif :

- Appuyer la création et le maintien de réseaux avec des entreprises chinoises afin de prêter main-forte aux sociétés canadiennes, en particulier les PME, évoluant dans divers secteurs (dont l'énergie renouvelable, les technologies propres, l'agriculture durable, le traitement de l'eau et des eaux usées de même que les technologies voltaïques pour les véhicules automobiles).
- Contribuer à la résolution des graves problèmes environnementaux du pays. La Chine, marché prioritaire du Canada, admet l'ampleur des défis à surmonter et elle est disposée à faire appel à l'expertise étrangère. Le Fonds pour l'investissement chinois offre justement la possibilité de s'attaquer à des grands enjeux environnementaux de portée internationale.

Pour Alison Nankivell, directrice principale de portefeuille (Asie, Capital-actions), la participation d'EDC est porteuse de débouchés : « L'investissement d'EDC dans le Fonds pour l'environnement chinois donne aux entreprises canadiennes un aperçu des technologies et des produits dont la Chine a besoin pour relever ses défis environnementaux. De plus, il facilite les efforts des enviroexportateurs canadiens voulant s'implanter sur le marché chinois – l'un des premiers au monde –, et ce, de diverses façons : en s'associant avec de nouvelles sociétés chinoises du secteur, en créant des réseaux et en acquérant une connaissance approfondie du marché chinois, l'un des plus importants. Par son investissement dans le Fonds, EDC pourra soutenir l'essor des entreprises canadiennes en les jumelant aux sociétés les plus susceptibles de profiter de leur savoir-faire. »

Financement soutenable

En avril 2008, les pays membres du Groupe sur les crédits à l'exportation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont adopté la version révisée des principes favorisant un financement soutenable.

Les principes viennent étayer l'engagement d'EDC de ne pas appuyer de dépenses improductives dans les pays à faible revenu, énoncé dans un accord antérieur, la *Déclaration de principes de 2001 sur les dépenses improductives*, maintenant périmé.

Parallèlement, un groupe de travail d'EDC a formulé de nouvelles lignes directrices internes régissant les transactions du secteur public dans les pays à faible revenu. Ces lignes directrices favoriseront le bon déroulement du processus de contrôle préalable tout comme la détermination des pays devant satisfaire aux exigences les plus rigoureuses.

« L'investissement d'EDC dans le Fonds pour l'environnement chinois donne aux entreprises canadiennes un aperçu des technologies et des produits dont la Chine a besoin pour relever ses défis environnementaux. »

– Alison Nankivell, directrice principale de portefeuille – Asie, Capital-actions

Profil



Appui aux entreprises canadiennes du secteur environnemental

Centennial Solar Inc. figure parmi les chefs de file canadiens dans la fabrication et l'exportation de panneaux solaires photovoltaïques, dont la puissance varie entre 5 et 280 watts. La société produit des cellules composées de cristallins, de CIGS (cuivre-indium-gallium-diséléniure) et de minces films amorphes.

Partout dans le monde, le marché des panneaux solaires a le vent en poupe grâce à l'intérêt sans cesse grandissant pour les sources d'énergie renouvelable et en raison de l'inquiétude suscitée par les changements climatiques. Centennial Solar tire pleinement parti de l'essor du secteur de l'énergie solaire. Étonnamment, l'entreprise, qui exporte 90 % de ses produits en Europe, au Moyen-Orient, en Asie du Sud et vers les Amériques ne s'inquiète pas tant de la vive concurrence, en particulier des fabricants japonais, chinois et européens, que de sa difficulté à obtenir le fonds

de roulement dont elle a besoin pour accepter des projets d'envergure.

EDC compte Centennial Solar au nombre de ses clients depuis 2005. La Société lui fournit actuellement une assurance comptes clients et des garanties à l'exportation, en plus de l'aider à trouver des clients potentiels en les conviant à des activités de jumelage.

Ajoy Das, président et chef de la direction de Centennial Solar, se réjouit de sa relation privilégiée avec EDC : « Si EDC n'avait pas garanti notre ligne de crédit, nous aurions dû faire une croix sur les clients intéressés par nos produits mais qui demandent un paiement intégral à même cette ligne de crédit. En effet, à l'instar de nombreuses petites entreprises, nous ne profitons pas d'investissements extérieurs et avons du mal à trouver du financement. EDC n'a pas hésité à faire équipe avec nous. Elle nous a offert un appui très précieux, dépassant celui des banques traditionnelles. »



⚡ Centennial Solar exporte 90 % de ses produits en Europe, au Moyen-Orient, en Asie du Sud et vers les Amériques.

« EDC n'a pas hésité à faire équipe avec nous. Elle nous a offert un appui très précieux, dépassant celui des banques traditionnelles. »

— Ajoy Das, président et chef de la direction de Centennial Solar

Profil



Convergence des retombées économiques et sociales

Créé par le Groupe Desjardins en 1970, Développement International Desjardins (DID) est un chef de file mondial en services consultatifs et techniques dans le secteur de la microfinance. Les partenaires de DID (qui regroupent quelque 1 993 institutions coopératives et de microfinance) sont présents dans 20 pays et sur quatre continents et offrent des services financiers à près de six millions de personnes. Ensemble, ces institutions coopératives comptent aux alentours de 5 900 employés, une épargne supérieure à 1,7 milliard de dollars et des actifs d'environ 2,4 milliards de dollars.

En 2008, EDC a été invitée à analyser les plans d'activités de Desjardins et à concevoir des solutions pour appuyer la réalisation des projets de DID dans le secteur de la microfinance sur le continent africain. À la suite de cette analyse, nous lui avons proposé une ligne de crédit servant à la mise sur pied de chaque institution. DID prévoit ouvrir huit nouvelles institutions en

Afrique et en Amérique latine, avec des partenaires européens et un financement des banques africaine et inter-américaine de développement.

Pour Nathalie Lambert, directrice des ventes de district à EDC, l'apport de DID au développement social correspond à la vision de promotion d'un commerce responsable d'EDC : « Nous cherchons à adapter d'autres produits d'assurance et de financement pour contribuer à l'expansion de DID et faire la différence sur les marchés qu'elle sert. Cela peut prendre diverses formes : épargne pour qu'un membre de la coopérative puisse acquitter les droits de scolarité de son enfant, petit prêt à un groupe pour exploiter une ferme ou investir une partie des profits de l'institution dans un projet sanitaire communautaire. Mais l'optique est toujours la même : le Mouvement Desjardins et ses partenaires contribuent de façon concrète à la lutte contre la pauvreté dans le monde, tout en faisant valoir l'expertise canadienne. »



PHOTO OFFERTE PAR DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS

⤴ Les coopératives financières et les institutions de microfinance aident leurs membres à rehausser leur niveau de vie tout en devenant elles-mêmes des sociétés concurrentielles et rentables.

« Le Mouvement Desjardins et ses partenaires contribuent de façon concrète à la lutte contre la pauvreté dans le monde, tout en faisant valoir l'expertise canadienne. »

— Nathalie Lambert, directrice des ventes de district à EDC



**FACILITER
LE COMMERCE
D'INTÉGRATION**

Faciliter le commerce d'intégration

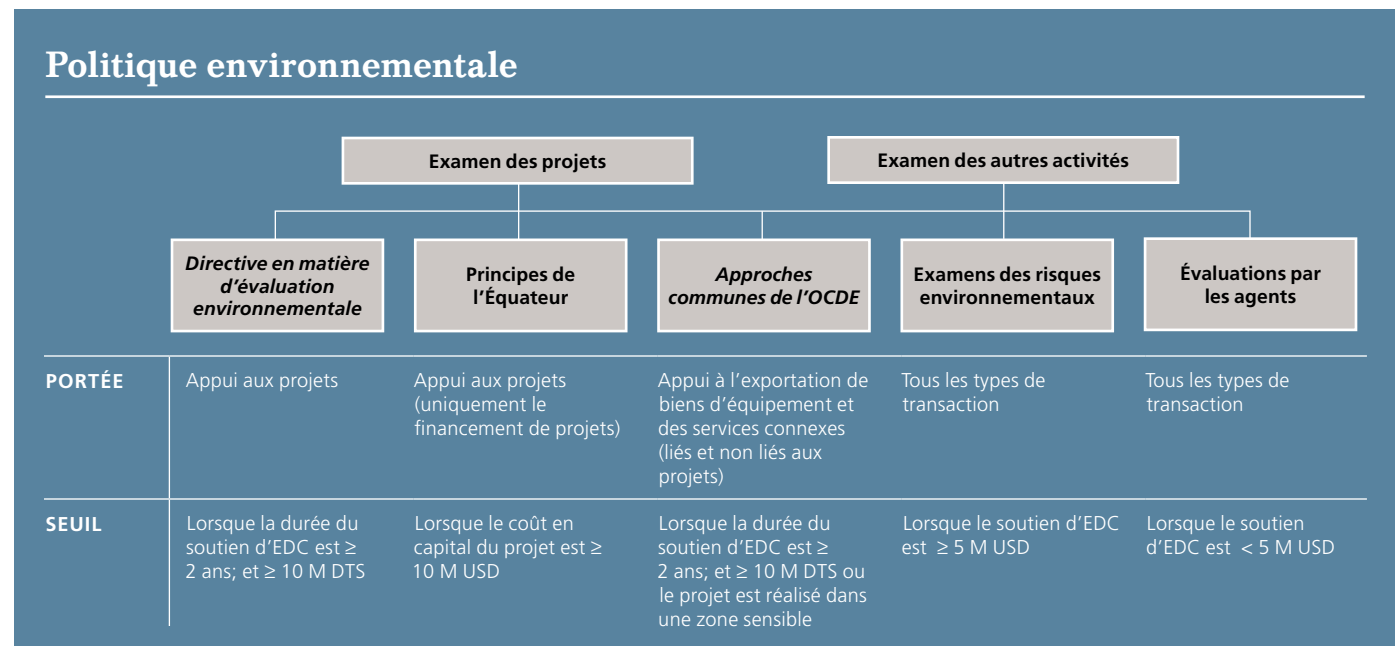
La présente section met en lumière l'éventail des solutions de financement du commerce extérieur et de gestion des risques par lequel EDC accroît la compétitivité des exportateurs et des investisseurs canadiens, en particulier sur les marchés émergents.

Examen environnemental

Comme nous l'avons précisé, EDC est signataire des Principes de l'Équateur depuis 2007. L'an dernier, EDC a examiné six projets, soit un projet de catégorie A, deux projets de catégorie B et trois projets de catégorie C (la définition des types de projet se trouve dans l'encadré à la page 17) en fonction des Principes et de sa *Directive en matière d'évaluation environnementale*.

Dans le rapport d'examen qu'il a remis à EDC en 2007, l'organisme Canadian Business for Social Responsibility indiquait à la Société qu'elle pouvait mieux faire valoir la correspondance entre, d'une part, sa Politique environnementale et, d'autre part, les *Approches communes de l'OCDE* et les Principes de l'Équateur. À la lumière de ce constat, EDC a énoncé les précisions suivantes :

Les Principes de l'Équateur constituent un cadre volontaire du secteur financier pour la détermination, l'évaluation et la gestion



⚠ Ce diagramme présente des éléments qui font désormais partie intégrante des politiques et des produits d'EDC correspondants. Il convient de noter que la Politique environnementale guide l'examen des incidences environnementales de toutes les activités de la Société. Par ailleurs, plus de 360 autres transactions ont été soumises à des fins d'examen en 2008.

Faciliter le commerce d'intégration

du risque social et environnemental en matière de financement de projets. Le financement de projets est un mode de financement dans lequel le ou les prêteurs considèrent avant tout les revenus générés par un projet, à la fois comme source de remboursement du prêt et les actifs donnés en nantissement pour les créances. (Le libellé des Principes de l'Équateur comporte une note en bas de page définissant le financement de projets.)

Les critères issus des Principes de l'Équateur vont dans le même sens que les procédures et les politiques d'EDC en matière d'examen environnemental, notamment en ce qui concerne la détermination de la catégorie du projet, les documents exigés pour l'évaluation des risques environnementaux et sociaux, l'application des critères de performance de la Société financière internationale (SFI), le suivi du projet et l'incorporation d'obligations dans la documentation financière (voir le tableau à la page 25). Par conséquent, EDC n'a pas eu à apporter de changements majeurs à ses pratiques en matière d'examen environnemental en raison de son adhésion aux Principes de l'Équateur.

Projets examinés et conclus en vertu de la *Directive en matière d'évaluation environnementale* d'EDC et des Principes de l'Équateur (PE) en 2008

CATÉGORIE	NBRE TOTAL DE PROJETS EXAMINÉS*	NBRE DE PROJETS EXAMINÉS (PE)	SECTEUR INDUSTRIEL	RÉGION
Catégorie A	2	1	Pétrochimie (1), Électricité (1)	Asie (2)
Catégorie B	3	2	Infrastructure (1), Électricité (1), Hydrocarbures (1)	Antilles (1), Amérique du Nord (2)
Catégorie C	9	3	Télécommunications (7), Information et communications (1), Infrastructure (tourisme) (1)	Océanie (1), Asie (5), Amérique centrale (2), Europe (1)

Projets de catégorie A conclus en 2008

	Examen (Principes de l'Équateur)
Installations pétrochimiques NCP, Arabie saoudite	Non (examiné avant l'adoption des PE)
Installations hydroélectriques et de dessalement Ras Laffan C, Qatar	Oui

Projets de catégorie B conclus en 2008

Hôpitaux publics, IHC, îles Turks and Caicos	Non (examiné avant l'adoption des PE)
Centrale éolienne de Noble, États-Unis	Oui
Pipeline Southern Lights, États-Unis	Oui

* Cet indicateur a fait l'objet d'un examen par PricewaterhouseCoopers. Veuillez consulter le rapport d'examen indépendant à la page 5.

Les critères de référence des Principes de l'Équateur sont les mêmes que les Critères de performance de la SFI pour les projets réalisés dans les pays non membres de l'OCDE et les pays membres de l'OCDE

n'ayant pas un revenu élevé. EDC s'y conforme par son engagement à appliquer les Critères de performance aux transactions liées au financement de projets dans le cadre des *Approches communes de l'OCDE*.

Faciliter le commerce d'intégration

Dans la foulée des discussions entamées à l'interne, EDC se penchera sur la question de l'harmonisation de sa Politique environnementale. À cette fin, elle a amorcé l'an dernier l'examen auquel elle s'était engagée en 2005. Cet exercice, qui devrait aboutir à la formulation d'une politique révisée, ciblera les éléments suivants :

- critères liés à l'analyse comparative des projets
- engagement dans la collectivité
- conditions et surveillance des projets
- divulgation de l'information environnementale
- examens environnementaux dans les pays à revenu élevé de l'OCDE
- changements climatiques
- empreinte environnementale d'EDC

Divulgation de l'information environnementale

Chaque année, EDC divulgue les indicateurs de performance de l'empreinte environnementale des immeubles de son siège social : la consommation de papier, d'électricité et d'eau de son siège social

Durée des périodes de préavis pour les transactions conclues dans le cadre de projets de catégorie A

DATE DE L'AVIS PUBLIC PAR EDC (JJ/MM/AA)	DATE DE CONCLUSION DE LA TRANSACTION	PAYS	NOM DU PROJET	DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PROJET	PARRAIN DU PROJET	DURÉE DE LA PÉRIODE DE PRÉAVIS
06/06/08	05/08/08	Qatar	« Ras Laffan C Independent » Installations électriques et de dessalement	Centrale électrique et usine de dessalement combinées	Qatar General Electricity & Water Corporation	61 jours
14/11/07	30/04/08	Arabie saoudite	Installations pétrochimiques NCP	Développement, construction et exploitation d'installations pétrochimiques	Arabian Chevron Phillips Petrochemical Company, Saudi Industrial Investment Group	167 jours

ainsi que les voyages d'affaires en avion de ses employés (voir « Empreinte opérationnelle » à la page 35). Toutefois, la Politique environnementale actuelle de la Société ne renferme aucune mention de son engagement à communiquer ou à réduire les incidences environnementales de ses activités. La politique révisée fera état de l'engagement d'EDC à évaluer son empreinte opérationnelle et à en rendre compte.

Profil



Appui à l'amélioration des soins de santé dans les îles Turks et Caicos

PROJET DE CATÉGORIE B

Les quelque 30 000 résidents permanents des îles Turks et Caicos – territoire britannique situé à 900 kilomètres au Sud de Miami – recevront bientôt des soins de santé améliorés sans devoir se rendre à l'étranger. Deux hôpitaux offrant des services complets seront en effet construits sur les îles Caicos et Grand Turk au terme du contrat octroyé par le gouvernement des îles à la société InterHealth Canada (ICL). Annoncé en janvier 2008, le projet d'une valeur de 124 millions de dollars bénéficie de l'appui de deux prêteurs principaux : la First Caribbean Bank et EDC, dont l'aide se chiffre à 30 millions de dollars américains.

La société ICL assumera la conception, la construction, la gestion des installations et l'exploitation clinique des deux hôpitaux pour une période de 25 ans. Chacun des établissements assurera la prestation de services de soins de santé

primaires et secondaires de même que des services de diagnostic, d'urgence, physiothérapie, rééducation, dentisterie et laboratoire d'analyse pathologique et devra être homologué selon les normes canadiennes (Agrément Canada) dans les deux ans suivant le début des activités cliniques.

L'effectif total des deux établissements s'élèvera à 280 personnes dont environ 150 employés provenant des hôpitaux actuels. InterHealth cherchera donc à pourvoir 130 postes dans les secteurs des soins de santé et de la gestion des installations.

Les modalités contractuelles du projet prévoient la mise en place des éléments suivants :

- Une politique de gestion des déchets visant la collecte, le tri et l'entreposage des déchets, et la tenue d'une vérification annuelle pour assurer le respect de la Politique et des lois connexes.



PHOTO OFFERTE PAR INTERHEALTH CANADA

⚡ La First Caribbean Bank (FCB) et EDC agissent comme prêteurs principaux du projet d'hôpitaux aux îles Caicos et Grand Turk, dont la valeur s'élève à 124 millions de dollars. L'aide d'EDC et de la FCB se chiffre à 30 millions de dollars américains.

« EDC nous a fait part de ses préoccupations sur le plan environnemental et nous a clairement exposé les mesures à prendre. »

— George Commander, directeur de projet chez InterHealth Canada et directeur d'ICL UK Limited

Faciliter le commerce d'intégration

- Un système de traitement des effluents liquides conforme aux lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé régissant les eaux usées qui seront utilisées aux fins de l'entretien des aménagements paysagers des deux hôpitaux.
- Une stratégie globale de gestion des installations conforme aux normes britanniques qui guidera la prestation des éléments suivants : systèmes de gestion des déchets; systèmes de ventilation et de canalisation des gaz médicaux; gestion de l'énergie et des services publics de même que la prévention des infections.

Ces modalités correspondent à celles énoncées dans *la Politique opérationnelle 4.01 (Évaluation environnementale)* de la Banque mondiale et aux lignes directrices du manuel *Pollution Prevention and Abatement Handbook (Environmental and Social Guidelines for*

Health Care Facilities, Société financière internationale, mai 2003).

George Commander, directeur de projet chez InterHealth Canada et directeur d'ICL UK Limited, se réjouit de l'intérêt d'EDC : « EDC s'engage activement dans les projets qu'elle appuie. Ayant déjà fait appel à elle pour la réalisation d'autres projets, nous nous attendons à un suivi soutenu. Dans le cas des hôpitaux des îles Turks et Caicos, EDC nous a fait part de ses préoccupations quant aux incidences environnementales potentielles et nous a clairement exposé les mesures à prendre. Une telle franchise nous est précieuse. Qui plus est, l'expérience d'EDC permet à toutes les parties intéressées de prendre davantage conscience des problèmes potentiels. À ce titre, la participation d'EDC, tout comme son soutien, revêt une valeur ajoutée qui a eu un puissant effet catalyseur en nous aidant à décrocher d'autres contrats. »



⤴ Rendu d'architecture du projet

Profil



Soutien des exportations canadiennes vers le secteur pétrolier brésilien

MÉCANISME GÉNÉRAL

Petrobras, première pétrolière brésilienne et quinzième au monde, exerce ses activités (exploration, production, raffinage, marketing, transport d'hydrocarbures et de produits pétroliers) tant à l'international qu'au pays. La société exploite 112 plateformes de production, 15 raffineries, 30 000 kilomètres de pipeline et plus de 6 500 stations-service, et ce, au Brésil comme à l'étranger.

Petrobras s'engage à assurer une saine gestion du volet environnemental de ses activités. C'est dans cette optique qu'elle est devenue en 2003 signataire du Pacte mondial des Nations Unies (fait à noter, le président et chef de direction de la pétrolière a joint le Conseil multilatéral du Pacte mondial en 2006) et qu'elle est incluse dans l'indice de durabilité Dow Jones depuis 2006.

Au cours des dernières années, Petrobras a observé une augmentation du nombre d'investisseurs souscrivant aux principes de la responsabilité sociale non seulement dans les pays développés, mais aussi sur les marchés en émergence comme le Brésil. La société, qui est entièrement acquise à la responsabilité sociale, culturelle et environnementale, est consciente de son rôle d'entreprise citoyenne et de promoteur d'un développement humain durable.

En 2008, EDC a accordé à Petrobras, dans le cadre d'un mécanisme général de prêt, un financement de 500 millions de dollars américains à l'appui de divers exportateurs canadiens. Pour assurer la conformité aux exigences, l'Équipe des services consultatifs environnementaux d'EDC a effectué un contrôle préalable approfondi de la composante environnementale des activités de Petrobras (qui

prévoyait un examen des politiques et des procédures générales de même que des systèmes de gestion environnementale en place), et, à cet effet, a visité en juillet 2008 les installations de Petrobras à Rio de Janeiro. L'Équipe a également rencontré des associations de protection de l'environnement et des organismes de réglementation de premier plan.

« Faire affaire avec EDC s'est révélé une expérience très positive, a déclaré Helder Leite, directeur des relations avec les investisseurs chez Petrobras. Nous comprenons les motifs qui incitent EDC à adopter une approche aussi rigoureuse dans la réalisation de ses évaluations environnementales parce que nous partageons son engagement en matière de responsabilité environnementale. Comme les institutions financières mettent de plus en plus les considérations environnementales à l'avant-plan, recevoir le feu vert d'EDC a confirmé la pertinence de nos efforts à l'égard des pratiques exemplaires à l'échelle internationale. Nous savons que lorsque nous respectons les exigences d'EDC, nous nous conformons à des normes environnementales élevées. »



PHOTO OFFERTE PAR PETROBRAS

En 2008, EDC a accordé à la société Petrobras, dans le cadre d'un mécanisme général de prêt, un financement de 500 millions de dollars américains à l'appui de divers exportateurs canadiens sur ce marché.

« Nous comprenons les motifs qui incitent EDC à adopter une approche aussi rigoureuse dans la réalisation de ses évaluations environnementales parce que nous partageons son engagement en matière de responsabilité environnementale. »

— Helder Leite, directeur des relations avec les investisseurs, Petrobras

Profil



Surveillance environnementale soutenue à Madagascar

PROJET DE CATÉGORIE A

Comme le mentionnait le *Rapport sur la RSE 2007*, la construction de la mine de nickel et de cobalt d'Ambatovy, à Madagascar, devrait s'achever en 2010. EDC accorde à Sherritt International (le parrain du projet) un soutien financier de plus de 400 millions de dollars pour la réalisation du projet qui devrait créer 13 000 emplois directs et indirects dans le pays et produire des milliards de dollars en retombées pour l'économie malgache.

Les documents de prêts, formulés au terme d'un examen rigoureux du projet et de vastes consultations auprès des prêteurs et de la société Sherritt International, subordonnent le financement à une surveillance environnementale soutenue.

Cette surveillance sera exercée pendant les phases de construction et d'exploitation de la mine. Pendant la construction, Sherritt produira des rapports mensuels, et les examinateurs

techniques des prêteurs effectueront des visites et des évaluations trimestrielles. Pendant la période d'exploitation, Sherritt a convenu d'une surveillance annuelle qui débutera en même temps que la production commerciale de la mine et se poursuivra jusqu'au remboursement complet du prêt. La performance environnementale du projet est mesurée selon les Critères de performance de la Société financière internationale (SFI), un ensemble de processus et d'objectifs clairs que les parrains de projets doivent suivre pour gérer les incidences environnementales et sociales.

À la demande des prêteurs, une société d'ingénierie indépendante a été engagée lors des premières étapes pour vérifier la conformité aux exigences susmentionnées. Vu l'ampleur du projet, ses répercussions sociales et ses incidences potentielles sur l'écosystème extrêmement fragile de la région, EDC a demandé à la société d'ingénierie de faire appel à des spécia-

listes de la biodiversité et des questions sociales afin qu'ils examinent le projet et participent à sa surveillance continue.

Des spécialistes de la biodiversité travaillent donc en collaboration avec Sherritt pour gérer les incidences hors site et suivre l'évolution des projets de déplacement de la faune et de la flore. Par exemple, avant de procéder au dégagement d'une partie du site, la société minière réalise des travaux préliminaires de protection des espèces biologiques et obtient les permis de dégagement pertinents.

Les responsables du projet Ambatovy se sont dotés d'un plan de gestion assorti de stratégies et de programmes de conservation adaptés aux grands groupes biologiques particulièrement sensibles comme les lémuriers et les grenouilles, les poissons et la flore gravement menacés de disparition. De surcroît, ils surveilleront la qualité de l'eau de la mine et l'état du pipeline, des infrastructures d'exploitation et portuaires de même que des aires de stockage des résidus tout en analysant l'ensemble des solides en suspension. Le tracé du pipeline de 220 kilomètres a été soigneusement conçu de manière à préserver les



PHOTO OFFERTE PAR SHERRITT INTERNATIONAL

⚡ EDC accorde à Sherritt International un soutien financier de plus de 400 millions de dollars pour la réalisation du projet de la mine de nickel et de cobalt d'Ambatovy – le plus important investissement étranger à Madagascar.

Les documents de prêts, formulés au terme d'un examen rigoureux du projet et de vastes consultations, subordonnent le financement à une surveillance environnementale soutenue.

Faciliter le commerce d'intégration

■ habitats vulnérables; enfin, la société Sherritt a obtenu les permis nécessaires au dégagement du site et à la construction des installations.

L'un des principaux programmes associés au projet Ambatovy – et l'une des conditions de l'accord de prêt – prévoit la prise de mesures compensatoires pour les habitats détruits au profit du projet et une aide à la réhabilitation de zones dégradées situées à proximité. Cette initiative est menée en collaboration avec le Business and Biodiversity Offset Program, un partenariat qui réunit des entreprises, des gouvernements et des spécialistes de la conservation, et qui s'intéresse aux mesures pouvant pallier les effets négatifs du projet sur la biodiversité. EDC suit l'évolution de l'initiative de concert avec la société d'ingénierie indépendante.

En ce qui concerne le suivi des incidences sociales du projet, la société d'ingénierie a travaillé l'an dernier avec Sherritt et ses consultants pour veiller à ce que les programmes sociaux et les programmes de réinstallation respectent les normes internationales et soient gérés de façon cohérente et transparente. La réinstallation de la population locale

habitant dans les secteurs prévus pour la gestion des résidus constituait un dossier particulièrement sensible. Le mener à bien a nécessité la construction de 295 habitations et la réinstallation des familles dans deux nouvelles localités, soit Vohitrambatho (275 familles) et Marovato (20 familles).

Les investissements consentis en 2008 ont porté sur l'amélioration de la qualité de vie des résidents de deux villages déplacés; ils ont pris les formes suivantes : assistance de sécurité alimentaire à court terme en attendant l'exploitation des nouvelles terres; séances de formation et services d'appoint pour faciliter la culture, notamment l'accès à des outils agricoles; la mise en place de programmes de promotion d'une bonne alimentation, de cuisine, d'alphabétisation et d'acquisition de compétences; la création de programme de santé et d'hygiène, de vaccination et d'un centre de santé communautaire; la construction d'une école primaire et l'instauration de programmes préscolaires et d'éducation durant la saison estivale; l'investissement dans des installations d'eau potable, sanitaires et de production d'énergie solaire; et la conservation des lieux culturels.

En novembre 2008, des représentants d'EDC ont visité le site du projet afin d'évaluer la progression des travaux et de vérifier la construction du pipeline pour matériaux solides reliant la mine à l'usine de traitement, et de faire rapport sur les éléments suivants : la performance de l'entrepreneur, l'atténuation des effets du projet sur la biodiversité, les processus mis en place par Sherritt pour maîtriser l'érosion des sédiments, et la gestion globale des interactions sociales et économiques le long des emprises de pipeline. Le personnel d'EDC était accompagné d'examineurs techniques d'autres organismes prêteurs, d'un ingénieur, d'un spécialiste de la biodiversité provenant de la société d'ingénierie, et d'examineurs techniques rattachés au Groupe Ambatovy.

« À l'évidence, cette visite nous a aidés à mieux cerner le projet et les difficultés à venir, a confié Chris Pullen, conseiller en environnement à EDC. Elle nous a permis de rappeler aux gens de Sherritt l'importance de la conformité à nos politiques; ils se sont montrés très réceptifs, ont discuté ouvertement des problèmes et se sont penchés sur les préoccupations des prêteurs et de la société d'ingénierie. »



PHOTO OFFERTE PAR SHERRITT INTERNATIONAL

⤴ Comme condition de son appui, EDC a demandé qu'une société d'ingénierie retienne les services de spécialistes de la biodiversité et des questions sociales afin qu'ils examinent le projet et assurent une surveillance environnementale soutenue.

« À l'évidence, cette visite nous a aidés à mieux cerner le projet et les difficultés à venir. »

— Chris Pullen, conseiller en environnement à EDC

Faciliter le commerce d'intégration

Droits de la personne

À la suite des commentaires formulés par les parties intéressées d'EDC quant à son approche au chapitre des droits de la personne, la Société s'est engagée à approfondir sa compréhension de la façon dont les pays et les entreprises du monde entier évaluent et gèrent les questions relatives aux droits de la personne dans les affaires. À cet effet, EDC a participé à des consultations organisées par John Ruggie, le Représentant spécial des Nations Unies chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés, à Zurich et à Copenhague, et elle était l'un des quelques organismes de crédit à l'exportation présents.

Par ailleurs, EDC a franchi un jalon en publiant, en avril 2008, sa [Déclaration sur les droits de la personne](#) dans laquelle elle affirme les pratiques adoptées dans l'examen des incidences des projets qu'elle envisage d'appuyer sur les droits de la personne. La diffusion de la *Déclaration* a incité

le Service d'évaluation des risques politiques à resserrer ses procédures d'examen préalable et s'est traduite par la formalisation et l'uniformisation du processus de détermination des situations imposant une évaluation approfondie des droits de la personne. À cette fin, EDC s'est servie de l'indicateur de la liberté de presse de Freedom House, du *Political Terror Scale* et de l'indicateur de la primauté du droit de la Banque mondiale.

Pour en savoir sur les commentaires formulés sur la question des droits de la personne dans le cadre de l'Examen législatif, cliquez [ici](#).

En 2009, le Service d'évaluation des risques politiques d'EDC intégrera l'ensemble des éléments du processus normalisé aux évaluations des droits de la personne. En outre, le Service s'engage à passer en revue ce processus à la fin de l'année et de le remanier pour en accroître l'efficacité.

Rétroaction des parties intéressées : Amnesty International

« Amnesty Canada a loué les efforts d'Exportation et développement Canada (EDC) qui a pris en compte la question des droits de la personne et reconnu qu'une partie des problèmes sous-jacents réside dans le financement de projets. Toutefois, pour satisfaire aux exigences, EDC doit mettre en place les éléments suivants : un cadre général et coordonné; des normes appropriées; une politique de divulgation; des engagements exécutoires; des processus d'enquête et disciplinaires; des obligations claires; une structure de dédommagement des victimes; et un cadre redditionnel. » [traduction]

— *Mémoire déposé par Amnesty International dans le cadre de l'Examen législatif 2008 d'Exportation et développement Canada*



OPTIMISER
LES RESSOURCES
DE L'ORGANISATION

Optimiser les ressources de l'organisation

La présente section illustre comment la gestion des ressources internes à EDC permet à la Société de répondre aux besoins des entreprises canadiennes sur les marchés mondiaux.

Empreinte opérationnelle

En 2008, l'Équipe verte — un groupe composé d'employés à l'échelle de la Société — a continué d'explorer les façons de réduire l'empreinte opérationnelle d'EDC. L'Équipe a joué un rôle déterminant en invitant les employés à prendre part à une foule d'initiatives environnementales comme la Journée Coupez le courant, le Jour de la Terre et la Semaine de réduction des déchets et la Semaine canadienne de l'environnement. Elle a également proposé, de concert avec les Services consultatifs environnementaux d'EDC, diverses activités à l'occasion de la Semaine canadienne de l'environnement, dont le Défi Transport de même qu'à des ateliers et des exposés consacrés aux changements climatiques et à la biodiversité, au navettage à vélo et aux aliments biologiques.

Au mois de juin dernier, l'Équipe a entrepris une initiative majeure, avec la collaboration du propriétaire des immeubles du siège social d'EDC, soit la vérification des méthodes de gestion des déchets générés par la Société. Les résultats de cet exercice guideront la création d'un plan de communication à l'intention des employés et la détermination d'objectifs de réduction des déchets pour l'année 2009.

De même, au cours de la période en revue, EDC a dévoilé le projet de construction de son nouveau siège social à Ottawa, un immeuble qui sera conforme au niveau or de la certification LEED. Les travaux débiteront au printemps 2009 et devraient se terminer en 2011.

ÉLÉMENTS DE L'EMPREINTE (SIÈGE SOCIAL D'EDC)	UNITÉ	MESURE (2007)	MESURE (2008)
Consommation de papier	Tonne	55	42,5
	kg / ETP	48	35,7
Recyclage du papier	Tonne	24	27
	kg / ETP	21	23
Consommation d'électricité	KWh	13 800 000	12 955 600
	KWh / m2	377	354
	KWh / ETP	12 061	10 878
Consommation de gaz naturel	m3	355 900	387 520
	m3 / ETP	311	325
Consommation d'eau des immeubles	L	22 462 000	23 852 000
	L / ETP	19 635	20 027
Voyages d'affaires (avion et véhicule)	km (avion)	14 242 500	15 270 500
	km (véhicule)	585 320	532 460

⤴ En 2008, EDC a fait des progrès notables dans la réduction de l'empreinte opérationnelle générée par chacun des employés en diminuant sa consommation de papier (de 26 % en 2008) et d'électricité (de 9,8 %) et en augmentant la quantité de papier recyclé (de 9,5 %). En contrepartie, la Société a enregistré une légère hausse de sa consommation de gaz naturel et d'eau (respectivement de 4,5 % de 2 %) attribuable à un hiver particulièrement rigoureux et à l'accroissement de son effectif. Fait à noter, c'est la composante des déplacements d'affaires par avion où se situe la hausse la plus substantielle (7 %). Cet écart s'explique sans doute par le fait que la Société, soucieuse de se rapprocher de ses clients et de resserrer ses liens avec ces derniers, a adopté, en 2007, un modèle d'affaires intégré à l'appui de cet objectif dont la mise en place a nécessité une restructuration de l'organisation. Cette restructuration a contribué à une augmentation de 23 % du volume des activités pour la période sous examen.

Optimiser les ressources de l'organisation

Investissement dans la collectivité

Partenariat avec CARE Canada

Désirant rehausser ses pratiques d'investissement dans la collectivité pour qu'elles s'inscrivent davantage dans sa stratégie d'affaires, EDC y a ajouté, pour la période en revue, les volets « développement des entreprises » et « projets connexes de micro-financement sur les marchés émergents ».

Sur la base de ce nouveau critère, EDC a annoncé en octobre 2008 son engagement dans un partenariat mondial d'investissement dans la collectivité avec CARE Canada (http://www.edc.ca/french/docs/news/2008/mediaroom_15516.htm). D'une durée de quatre ans, ce partenariat procurera des avantages mutuels.

CARE Canada gèrera un programme de congés volontaires de courte durée dans le cadre duquel jusqu'à quatre employés d'EDC seront affectés chaque année à des projets CARE sur les marchés émergents, en commençant par des projets en Amérique latine au cours de la première année du partenariat. Les bénévoles pourraient être



⤴ Dans le cadre d'un nouveau partenariat avec CARE Canada, la Société offrira à ses employés la possibilité de travailler comme bénévoles aux bureaux de l'organisme sur les marchés émergents. Les premières affectations, vers le Pérou, auront lieu au cours de la première moitié de 2009.

amenés par exemple à établir des plans de marketing pour des petits exportateurs, à concevoir un programme d'évaluation des risques pour un établissement de micro-financement ou à améliorer l'application de la technologie de l'information. Les premières affectations devraient débiter au cours du premier semestre de 2009.

Optimiser les ressources de l'organisation

Chaire EDC en finance environnementale

En mars 2008, l'Équipe de la haute direction a approuvé la demande de financement de la Chaire EDC en finance environnementale du nouveau Centre for Environment and Business de l'Université de Waterloo. Première du genre au Canada, elle représente également la première chaire de l'établissement à porter le nom de son bienfaiteur.

La Chaire EDC en finance environnementale souligne bien la façon dont le leadership d'EDC dans le domaine de la RSE profitera aux Canadiens. C'est que cet investissement dans le capital intellectuel du Canada aidera les étudiants du programme à suivre une formation de pointe et, par le fait même, viendra consolider les assises des entreprises canadiennes. La Chaire favorisera l'émergence d'une nouvelle génération de Canadiens soucieux de promouvoir un commerce respectueux de l'environnement à l'international.

En faisant ressortir les liens entre les pratiques et processus des secteurs financier et environnemental, la Chaire permettra à l'Université de se positionner comme la

première école de « commerce vert » au pays. Les étudiants inscrits au programme apprendront à concevoir des solutions axées sur le marché et à créer des occasions d'affaires en lien avec les enjeux environnementaux comme les changements climatiques, la déforestation, la gestion de l'eau et la biodiversité.

La Chaire devrait donc devenir une ressource digne de confiance à l'échelle internationale dans le domaine en rapide évolution de la finance environnementale. Elle sera appelée à conseiller et à guider EDC et ses clients dans leurs décisions d'affaires et dans l'établissement de politiques ainsi qu'à évaluer les risques associés à la finance environnementale.

Programme Éducation et emploi jeunesse (EYE)

En 2008, le programme a privilégié le volet du commerce international. L'aide financière a donc ciblé les composantes suivantes :

- hausse du nombre de programmes universitaires pouvant bénéficier des bourses d'études d'EDC

- établissement de partenariats
- développement d'études de cas en commerce international
- parrainage des concours d'études de cas

EDC a décerné **25 bourses d'études en commerce international** et instauré cinq nouvelles bourses destinées à des étudiants de premier cycle inscrits à un programme d'études en commerce combinant des études en sciences environnementales. Le nombre total de bourses d'études remises est donc passé de 25, en 2007, à 30, en 2008.

Grâce à une promotion accrue par l'entremise du Bureau canadien de l'éducation internationale, des campus de l'AIIESEC et de réseaux d'anciens étudiants, EDC a atteint son objectif d'élargir l'accès à ses bourses puisque, en 2008, son programme de bourses a reçu des candidatures de 46 universités, soit neuf de plus qu'en 2007.

EDC a par ailleurs commandé une étude sur la forme que pourrait prendre un programme de bourses à l'intention des étudiants du programme de MBA. La Société espère lancer un programme de ce type en 2009.

« Le généreux soutien d'Exportation et développement Canada a présidé à la création de la Chaire EDC en finance environnementale. Cet appui de taille rehausse de façon considérable le rayonnement de notre centre, le seul au Canada à intégrer pleinement les volets environnemental et commercial dans le but de former des dirigeants d'entreprise ayant à cœur la qualité et la durabilité de l'environnement. »

– Deep Saini, doyen de la
Faculté d'environnement de
l'Université de Waterloo

Optimiser les ressources de l'organisation

Investissement dans la collectivité locale

En 2008, EDC a continué d'appuyer le [bénévolat des employés dans la collectivité locale](#) en remettant 2 500 \$ à chacun des 11 organismes de bienfaisance enregistrés au Canada pour lesquels des employés d'EDC ont régulièrement fait du bénévolat pendant au moins 12 mois consécutifs.

En 2009, EDC intensifiera ses efforts pour inciter les employés à se prévaloir de l'appui accordé dans le cadre de la politique.

Climat organisationnel

En 2008, EDC a mis en œuvre deux volets dominants de sa stratégie visant à se rapprocher de ses clients : elle a d'abord renforcé la représentation de son Groupe du développement des affaires – Marchés internationaux à Santiago, Abou Dhabi et Singapour, et ce, pour tenir compte de l'essor rapide des marchés émergents; puis, elle a entrepris la décentralisation de ses services de souscription, concentrés à Ottawa, pour mieux servir les régions.

Pour assurer le déploiement de cette nouvelle stratégie, EDC s'est dotée de technologies, de systèmes et de composants de soutien (ordinateurs portatifs, tablettes et autres outils) grâce auxquels les équipes resteront en contact et travailleront en collaboration.

De plus, en vue de d'améliorer le service à la clientèle, EDC a mis en place un processus de « transformation allégée » favorisant une collaboration et une efficacité accrues entre les diverses équipes de la Société et, parallèlement, la prise de décisions valorisant la performance de la Société.

Est-ce que cette nouvelle approche axée sur le souci du client s'est révélée fructueuse? Selon le Sondage sur la satisfaction de la clientèle de 2008, la gestion des comptes a atteint la fourchette cible dans la catégorie « Produits et services offerts » puisque 89,2 % des répondants ont indiqué qu'ils recommanderaient probablement EDC à d'autres entreprises.

En 2008, EDC a défini sa Proposition de valeur de l'emploi, un outil privilégié pour attirer et maintenir en poste des



PHOTO OFFERTE PAR CENTRAIDE

⤴ Chaque année, dans le cadre de son engagement à l'égard de la responsabilité sociale des entreprises, EDC détache des employés au Programme des représentants délégués de Centraide pour une période de trois mois. En 2008, Suzanne Marenger, directrice, Services d'indemnisation (à gauche) a eu l'honneur d'y participer; elle a été à la hauteur de la tâche malgré un milieu de travail bien différent de celui qu'elle connaît à la Société. Suzanne a eu le privilège d'être l'une des deux personnes choisies pour prononcer le discours de clôture du programme lors de la soirée de remise des prix du mérite. Elle garde un souvenir impérissable des trois mois passés à Centraide : « L'expérience s'est révélée encore plus exceptionnelle que prévu; elle a été l'occasion de vivre des moments inoubliables, de relever des défis stimulants et de recevoir. »

Optimiser les ressources de l'organisation

employés très performants et pouvant évoluer avec la Société. La Proposition décrit les caractéristiques fondamentales de l'offre d'emploi, à savoir les récompenses, les possibilités, le travail et l'effectif. Selon les résultats d'un sondage mené auprès des employés, voici cinq des 20 caractéristiques qui définissent la Proposition de valeur d'emploi d'EDC : contribution par le travail, possibilités de perfectionnement professionnel, respect, responsabilité sociale des entreprises (respect de l'environnement et des principes d'éthique) et effectif de qualité. Ces caractéristiques permettent de mieux cibler nos activités de recrutement et de perfectionnement tout en accentuant la reconnaissance d'EDC dans un marché du travail restreint.

Pour mieux accentuer l'intégration de la composante d'orientation-client, EDC s'est attachée à concevoir une stratégie de promotion de la diversité, dont le lancement est prévu en 2009. Grâce à la diversité des connaissances, des idées et des approches de notre effectif, nous pouvons nous rapprocher de nos clients, cultiver avec eux des liens

étroits, mieux comprendre leurs besoins et devenir leur conseiller de confiance.

L'année écoulée a confirmé une fois de plus notre statut à titre d'employeur de choix. En effet, en 2008, le magazine *Maclean's* a nommé EDC parmi les meilleurs employeurs pour la diversité au Canada – la seule société d'État à mériter pareil honneur – et l'un des 100 meilleurs employeurs du Canada pour une huitième année consécutive.

Rétroaction du Groupe baromètre

Le Groupe baromètre d'EDC, composé de 13 employés de divers secteurs d'EDC, constitue un outil de communication objectif et confidentiel au service du personnel de la Société pour les questions touchant la satisfaction des employés. Le Groupe a pris connaissance d'une ébauche antérieure de la présente section. Voici certains des commentaires qu'il a formulés.

Commentaires : « La plupart des membres du Groupe estiment qu'il s'agit d'un résumé général des composantes liées du climat

organisationnel susceptibles d'intéresser les employés. Si l'on souhaitait donner une vue d'ensemble des activités de 2008, le but est atteint... Toutefois, certains d'entre nous ont jugé le libellé quelque peu superficiel et noté l'absence d'éléments particuliers. En somme, on s'en tient à des énoncés généraux et peu informatifs, notamment à propos de la stratégie de promotion de la diversité et de la Proposition de valeur de l'emploi. Tout reste à expliquer au personnel de la Société. »

Réponse : « Cette rétroaction nous est précieuse, car elle nous a permis d'apporter des précisions au *Rapport* et de mieux expliquer l'importance de la diversité. En 2009, nous mettrons en œuvre notre stratégie en matière de diversité, dont le volet essentiel des communications à l'intention des employés. En effet, malgré une campagne de sensibilisation efficace, en 2008, il semble que le personnel d'EDC soit peu au fait de la teneur de notre Proposition de valeur de l'emploi (PVE). Nous poursuivrons donc nos efforts en ce sens en 2009 afin d'assurer la présentation et la compréhension de toutes les composantes de la PVE. »

Segmentation de l'effectif d'EDC (au 31 déc. 2008)

1052 employés

49,8 % femmes

11,7 % minorités visibles

0,38 % Autochtones

3,5 % personnes handicapées

Indicateurs de performance de 2008

Voici les indicateurs de performance d'EDC dans six domaines d'importance. Pour consulter les cibles de 2009, cliquez [ici](#).

Environnement

EDC se préoccupe des incidences environnementales de ses activités.

OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE ET RÉSULTAT
Appuyer les technologies environnementales	Créer un nouvel indicateur et un mécanisme de suivi en vue d'appuyer cette initiative	Création de l'indicateur en 2009 et conception du mécanisme de suivi pertinent
Faire preuve de leadership dans le domaine environnemental	Examiner et réviser la Politique environnementale	Cible : Lancement de l'examen de la Politique Résultat : EDC a procédé au lancement de l'examen de sa Politique environnementale en consacrant d'importants efforts à la conception d'un plan de consultation. Les consultations auprès du Conseil consultatif sur la RSE d'EDC et des parties intéressées clés à l'interne ont mené à l'ébauche d'un document de travail. En 2009, les enjeux d'intérêt feront l'objet d'un examen externe. L'examen de la Politique devrait se terminer à la fin de 2009.
Évaluer et réduire l'empreinte environnementale	Instaurer un processus d'évaluation et de réduction de l'empreinte environnementale	Achèvement de la vérification des méthodes de gestion des déchets Lancement d'un défi dans le cadre duquel les employés proposent des initiatives pour réduire l'empreinte d'EDC
Sensibiliser davantage les employés aux engagements d'EDC dans le domaine environnemental	Offrir des séances d'orientation à l'intention des nouveaux employés ainsi que des séances de formation personnalisées ciblant une équipe et les régions	Dispense de quatre séances de formation (assorties d'exemples de cas) visant à présenter aux nouveaux employés les engagements d'EDC à l'égard de la tenue d'un examen environnemental Dispense de 11 séances de formation donnant aux employés actuels un aperçu des politiques environnementales d'EDC et des procédures de diverses équipes sectorielles; la participation à la formation environnementale était obligatoire pour le Groupe du développement des affaires (à la demande des cadres supérieurs)

Éthique commerciale

EDC fait preuve d'honnêteté, d'intégrité et d'impartialité dans l'exercice de ses activités, et attend le même comportement de la part de la part de ses clients.

OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE ET RÉSULTAT
Formation en matière de sensibilisation à l'éthique <i>Code de conduite</i>	Formation annuelle des chefs d'équipe et séances d'information à l'intention des membres du Conseil d'administration	Cible : taux de participation de 100 % Résultat : Membres du Conseil d'administration : taux de participation de 100 % aux séances d'information Chefs d'équipe : taux de participation de 100 % En 2008, EDC lancé la première édition de la Semaine d'éthique. Elle donnera une formation officielle aux chefs d'équipe uniquement tous les deux ans.
	Signature annuelle de la <i>Déclaration d'engagement au respect du Code de conduite</i> par tous les employés et les membres du Conseil d'administration	Cible : taux de participation de 100 % Résultat : Employés : taux de participation de 99,83 % Membres du Conseil d'administration : taux de participation de 100 %
	Pourcentage d'employés ayant participé aux études de cas en ligne relatives au <i>Code de conduite</i>	Cible : taux de participation de 100 % Résultat : taux de participation de 99,6 %
Formation en matière de sensibilisation à l'éthique pour les nouveaux employés	Participation obligatoire des nouveaux employés aux cours d'orientation sur la RSE	Intégration du cours d'orientation sur la RSE aux cours d'orientation standard Dispense d'un cours à une équipe Dispense de deux cours d'orientation complets
Sensibilisation des clients à la lutte contre la corruption	Publication d'articles dans des bulletins sectoriels	Publication d'articles dans le bulletin de huit grandes associations industrielles

Indicateurs de performance de 2008 (suite)

Investissement dans la collectivité – Éducation et emploi jeunesse (EYE)

Promouvoir la formation en commerce international auprès des étudiants canadiens.

OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE ET RÉSULTAT
Élargir l'admissibilité des étudiants canadiens de premier cycle au programme de bourses d'études	Connaissance accrue du programme de bourses d'études d'EDC et hausse annuelle du nombre de demandes présentées par les étudiants	Cible : 350 demandes Résultat : 426 demandes Dépassement : Mise en place d'un nouveau système d'inscription en ligne (fonctions améliorées permettant un accès périodique et facilitant le processus d'inscription); promotion accrue auprès des étudiants des facultés d'environnement; promotion plus soutenue de l'AIIESEC auprès de ses membres.
	Hausse annuelle du nombre et de l'étendue des universités canadiennes représentées	Cible : 40 universités Résultat : 46 universités représentées Dépassement : Se reporter aux éléments précités
Réduire le nombre des domaines et des activités prioritaires du programme EYE, et remanier le programme afin qu'il s'inscrive davantage dans le mandat stratégique	Nombre d'activités du programme EYE réalisées qui satisfont au rapport relatif au rendement du capital investi (RCI) d'EDC	Cible : 5 études de cas Résultat : 3 études de cas Écart : Première année de mise en œuvre. Sous-estimation de l'intervalle mis par certaines équipes universitaires pour satisfaire aux normes régissant la qualité et le chemin critique. Achèvement, en 2008, du processus de recrutement des candidats pour la Chaire EDC en finance environnementale du Centre of Environment and Business de l'Université de Waterloo. Aucune attribution en 2008. Cible : Planification du recrutement de la Chaire en finance environnementale du Centre of Environment and Business de l'Université de Waterloo – aucune attribution. Écart : Le recrutement à l'Université de Waterloo a débuté à la toute fin de l'automne 2008. Les attributions devraient débuter en 2009.

Transparence

EDC s'efforce d'établir un équilibre entre l'obligation de rendre des comptes au public et le respect de la confidentialité à l'égard de ses clients.

OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE ET RÉSULTAT
Accroître la transparence à l'égard des activités d'EDC, en particulier son appui aux projets pouvant présenter d'importantes incidences environnementales	Pourcentage de projets de catégorie A publiés sur le site Web d'EDC 30 jours avant la conclusion de la transaction par rapport au pourcentage de projets de catégorie A admissibles	Cible : Indicateur servant uniquement à des fins de déclaration Résultat : taux de divulgation de 100 % des transactions dans le délai prévu
	Divulgation de la durée des périodes de préavis pour les projets de catégorie A	Indicateur servant uniquement à des fins de déclaration / pour accéder au tableau des résultats, consulter Durée des périodes de préavis pour les transactions conclues dans le cadre de projets de catégorie A

Indicateurs de performance de 2008 (suite)

Investissement dans la collectivité – Bénévolat des employés

EDC investit dans la collectivité et encourage ses employés à participer activement à la vie communautaire.

OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE ET RÉSULTAT
Soutenir l'investissement dans la collectivité, à l'échelle locale et internationale, par le bénévolat des employés	Pourcentage d'employés ayant demandé un soutien dans le cadre de la Politique sur les dons de bienfaisance des employés	Cible : 2 % des employés Résultat : 1 % Écart : Rappeler aux employés qu'ils peuvent se prévaloir de la Politique sur les dons de bienfaisance demeure un défi auquel nous devons consacrer des efforts soutenus pour atteindre la cible en 2009.
	Participation annuelle des employés à la collecte de fonds au profit de Centraide et dons versés à la Campagne Centraide	Cible : 250 000 \$ Résultat : 249 349 \$ Atteinte : En 2008, EDC a bonifié de 20 000 \$ sa contribution à la Campagne Centraide au lieu de produire et d'envoyer des cartes de souhaits pour la période des Fêtes.

Climat organisationnel

EDC est déterminée à offrir un climat qui stimule et appuie le rendement de ses employés et leur perfectionnement.

OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE ET RÉSULTAT
Conserver les employés compétents et talentueux	Maintien du personnel (en %)	Cible : Niveau supérieur au taux de référence pour le maintien du personnel (norme établie par le Conference Board pour les institutions financières (90,4 %)) Résultat : taux de maintien du personnel de 91,83 %
Stimuler le rendement par l'apprentissage	Nombre moyen de jours de formation par employé	Cible : 5 jours de formation par employé Résultat : Un nombre moyen de 5,5 jours de formation par employé

Nouvelles initiatives liées à la RSE en 2009

En 2009, au chapitre de la RSE, EDC accordera une place prépondérante aux changements climatiques, à la transparence et à la question des droits de la personne. La Société poursuivra l'intégration de la RSE dans ses activités et s'efforcera de mieux l'harmoniser avec sa stratégie d'affaires.

Se rapprocher des clients

Changements climatiques : Nous poursuivrons la formulation d'une méthode d'évaluation des émissions de gaz à effet de serre (GES) résultant du financement consenti par EDC pour la réalisation de projets.

Mobilisation des parties intéressées : Nous continuerons d'organiser, à l'intention des parties intéressées, des séances multilatérales sur les pratiques exemplaires dans le secteur de l'exploitation minière sur les marchés émergents. De plus, nous examinerons et remanierons nos pratiques de divulgation.

Faciliter le commerce d'intégration

Environnement : Nous continuerons de solliciter la rétroaction des parties intéressées, de nous situer par rapport à nos pairs et de nous employer à évaluer et à modifier notre Politique environnementale; plus précisément, nous prévoyons élargir la portée de la Politique environnementale à la lumière de divers enjeux, dont les changements climatiques.

Droits de la personne : Nous veillerons à approfondir nos connaissances des droits de la personne et, en particulier, le mode d'évaluation de leurs incidences.

Optimiser les ressources de l'organisation

Investissement dans la collectivité : Nous affecterons un premier groupe de bénévoles sur les marchés émergents (dans le cadre de notre partenariat avec CARE Canada). Nous nous sommes également engagés à accroître le nombre d'employés appuyant la collectivité locale par le bénévolat.

Vérification : EDC donnera suite aux recommandations de l'examen spécial du Bureau du vérificateur général du Canada ciblant nos pratiques au regard de la RSE et du processus d'examen environnemental, en modifiant la façon dont elle exerce ses activités.

Examen législatif : EDC intégrera toute nouvelle exigence découlant de l'Examen.

Empreinte opérationnelle : Nous continuerons de cerner les façons de réduire notre empreinte opérationnelle.

Vue d'ensemble des transactions divulguées

Transactions par région, de 2006 à 2008

RÉGION	NOMBRE DE TRANSACTIONS DIVULGUÉES EN 2006	NOMBRE DE TRANSACTIONS DIVULGUÉES EN 2007	NOMBRE DE TRANSACTIONS DIVULGUÉES EN 2008
Canada*	89	141	213
États-Unis	186	143	163
Amérique latine (incluant le Mexique et les Antilles)	105	103	100
Asie	56	39	34
Europe**	57	36	58
Moyen-Orient et Afrique (incluant la Turquie)	19	22	27
Australie et Nouvelle-Zélande	2	5	5
Divers	120	93	102
TOTAL	634	582	702

* Reflète le soutien accordé aux entités canadiennes lorsque 80 % des ventes sont destinées à l'étranger

** Comprend la Turquie

Transactions selon la valeur monétaire, de 2006 à 2008

VALEUR MONÉTAIRE	NOMBRE DE TRANSACTIONS DIVULGUÉES EN 2006	NOMBRE DE TRANSACTIONS DIVULGUÉES EN 2007	NOMBRE DE TRANSACTIONS DIVULGUÉES EN 2008
< 1 M\$	320	322	384
1-5 M\$	132	94	128
5-15 M\$	51	45	49
15-25 M\$	34	29	28
25-50 M\$	44	32	34
50-100 M\$	23	29	41
100-250 M\$	25	20	28
250-500 M\$	4	9	9
500 M\$ - 1G\$	1	2	1
TOTAL	634	582	702

Transactions par type de produits d'EDC, de 2006 à 2008

PRODUIT	2006	2007	2008
Financement	244	188	201
Garanties	375	381	486
Assurance risques politiques pour prêteurs	4	1	1
Capitaux propres	11	12	14

Pour accéder aux données liées à l'appui d'EDC aux sous-secteurs, consultez le www.edc.ca/divulgationsoussecteurs.

Global Reporting Initiative

Index de la Global Reporting Initiative (GRI)

La préparation du *Rapport sur la RSE 2008* se fonde sur les Lignes directrices G3 et le Supplément pour le secteur des services financiers de la Global Reporting Initiative (GRI). EDC situe son niveau d'application de la GRI à « C+ ». Cette déclaration a été vérifiée par une tierce partie, l'organisme Canadian Business for Social Responsibility, comme l'atteste l'appellation « 3rd Party Checked ».

Le tableau qui suit détaille les éléments de la GRI auxquels EDC se conforme. Les lettres « RA » indique que l'information présentée se trouve dans le *Rapport annuel 2008* d'EDC.

1. Stratégie et analyse		
INDEX	DESCRIPTION DES INDICATEURS	RÉFÉRENCE
1.1	Déclaration du décideur le plus haut placé de l'organisation	6
1.2	Description des impacts, risques et occasions d'importance	3, 4, 38, 39
2. Profil de l'organisation		
2.1	Nom de l'organisation	3
2.2	Principaux produits ou services et marques correspondantes	3
2.3	Structure opérationnelle	RA, 3
2.4	Lieu où se trouve le siège social de l'organisation	3
2.5	Nombre de pays (implantation et exploitation)	RA
2.6	Nature du capital et forme juridique	3
2.7	Marchés desservis	RA, 8, 9, 41
2.8	Taille de l'organisation	RA, 9, 35, 39
2.9	Changements importants durant la période en revue	Aucun
2.1	Récompenses reçues au cours de la période en revue	3
3. Paramètres du rapport		
PROFIL DU RAPPORT		
3.1	Période considérée	3
3.2	Date du dernier rapport publié	31 déc. 2007
3.3	Cycle considéré	Annuel
3.4	Personne à joindre pour toute question sur le rapport ou son contenu	3
CHAMP ET PÉRIMÈTRE DU RAPPORT		
3.5	Processus de détermination du contenu du rapport	4
3.6	Périmètre du rapport	3
3.7	Indication d'éventuelles limites du champ ou du périmètre	Aucune
3.8	Principes adoptés pour la communication des données concernant les coentreprises, etc.	Aucun changement important
3.10	Explication des conséquences de toute reformulation d'information	Aucun changement
3.11	Changements importants liés à la période couverte par les rapports antérieurs	Aucun
3. Paramètres du rapport (suite)		
INDEX	DESCRIPTION DES INDICATEURS	RÉFÉRENCE
INDEX DU CONTENU LIÉ À LA GRI		
3.12	Index précisant l'emplacement du contenu requis dans le rapport	42, 43
VALIDATION PAR DES TIERS		
3.13	Validation par des personnes externes	5
4. Gouvernance, engagements et dialogue		
GOUVERNANCE		
4.1	Structure de gouvernance de l'organisation	RA
4.2	Chef de la direction et président du conseil d'administration	RA
4.3	Nombre d'administrateurs indépendants ou qui ne sont pas membres du conseil	RA
4.4	Rétroaction des parties intéressées et des employés au conseil d'administration	RA, 15
4.5	Lien entre les rémunérations et la performance	RA
4.6	Processus mis en place par le conseil d'administration pour éviter les conflits d'intérêt	RA
4.7	Processus de détermination des qualifications des membres du conseil d'administration	RA
4.8	Vision, mission, valeurs et code de bonne conduite	Site Web, RA
4.9	Procédures de supervision de la performance du conseil d'administration	RA
4.10	Processus d'évaluation de la performance du conseil d'administration	RA
ENGAGEMENTS EXTERNES		
4.12	Adhésion à des principes ou initiatives externes	RA, 41
4.13	Affiliation à des associations	41
DIALOGUE AVEC LES PARTIES INTÉRESSÉES		
4.14	Liste des groupes de parties intéressées	11
4.15	Base d'identification et sélection des parties intéressées	10, 11
4.16	Démarche du dialogue avec les parties intéressées	10
4.17	Questions et préoccupations des parties intéressées	10, 11

Global Reporting Initiative

Index des indicateurs de performance de la GRI

Économie		RÉFÉRENCE
	Approche de gestion	RA
EC1	Valeur économique directe créée et distribuée	RA, 7, 9, 37
EC3	Étendue de la couverture des retraites avec les régimes de retraite	RA
EC9	Impacts économiques indirects importants	RA, 9
Environnement		RÉFÉRENCE
	Approche de gestion	22
EN3	Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire	31
EN4	Consommation d'énergie indirecte répartie par source d'énergie primaire	31
EN5	Énergie économisée grâce à l'efficacité énergétique	31
EN8	Volume total d'eau prélevé, par source	31
Droits de l'homme		RÉFÉRENCE
	Approche de gestion	29
Emploi, relations sociales et travail décent		RÉFÉRENCE
	Approche de gestion	35
LA10	Nombre moyen d'heures de formation par an	35
LA13	Composition des organes de gouvernance et répartition des employés	RA, 35
Société		RÉFÉRENCE
	Approche de gestion	12, 32, 33
SO3	Pourcentage des employés formés aux politiques et aux procédures anti-corruption	17
Responsabilité à l'égard des produits		RÉFÉRENCE
	Approche de gestion	Site Web, 13
PR5	Pratiques relatives à la satisfaction du client	34
PR8	Nombre total de plaintes fondées	12

Supplément pour le secteur des services financiers

Indicateurs		RÉFÉRENCE
FS1	Politiques qui comportent des éléments environnementaux et sociaux s'appliquant aux secteurs d'activité	Site Web, 24, 31
FS2	Procédures d'évaluation et de dépistage de risques environnementaux et sociaux s'appliquant aux secteurs d'activité	17, 24
FS3	Processus de surveillance et de la mise en oeuvre et du respect des exigences environnementales et sociales des clients intégrées dans les accords ou les transactions	29, 30
FS4	Processus d'amélioration des compétences des employés liées à la mise en oeuvre des politiques et des procédures environnementales et sociales dans les secteurs d'activité	38
FS5	Interactions avec des clients, des investisseurs ou des partenaires concernant les risques environnementaux et sociaux et les risques et les occasions dans ce domaine.	24, 28, 29, 30
FS6	Pourcentage des secteurs d'activité du portefeuille par région, taille d'entreprise (micro/PME/grande) et secteur	RA
FS8	Valeur monétaire des produits et services fournis à l'égard de retombées environnementales particulières par secteur d'activité, pour chacun des objectifs	10, 19, 20
FS10	Pourcentage et nombre d'entreprises du portefeuille de l'institution avec lesquelles l'organisme a interagi au sujet de questions environnementales ou sociales	25

Principaux cadres de référence de la RSE

Législation

[Loi sur le développement des exportations](#) (L.R., 1985, ch. E-20, version modifiée)

[Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#) (1998, ch. 34, version modifiée)

[Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles](#) (2005, ch. 46, version modifiée)

[Loi fédérale sur la responsabilité](#) (2006, ch. 9, version modifiée)

Accords et conventions

[Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions internationales](#) (1997 – Gouvernement du Canada)

[Recommandation de l'OCDE pour décourager la corruption en matière de crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public](#) (adoptée en 2001, révisée en 2006)

[Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#) (2000 – Gouvernement du Canada)

[Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable du Programme des Nations Unies pour l'environnement](#) (1999)

[L'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions et les mesures compensatoires](#) (1995 – Gouvernement du Canada)

[Recommandation révisée sur des Approches communes concernant l'environnement et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public](#) (adoptée en 2001, révisée en 2007 – les « Approches communes »)

[Principes de l'Équateur](#) (2007)

[Initiative relative à la transparence des industries extractives](#) (2007 – Gouvernement du Canada)

[Principes favorisant des pratiques de financement soutenable de l'OCDE](#) (2008)

[Principes et lignes directrices de l'OCDE favorisant des pratiques de financement soutenable dans les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés aux pays à faible revenu](#) (2008)

[Principes volontaires concernant la sécurité et les droits de l'homme](#) (mars 2009)

Adhésion

Union de Berne

Groupe de travail sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation de l'OCDE (Gouvernement du Canada)

Canadian Business Ethics Research Network (2007)

Canadian Business for Social Responsibility (2003)

EthicsCentre (2003)

Conference Board Corporate Ethics Management Council (2003)

Conference Board Corporate Community Investment Council (2001)

Programme de l'environnement des Nations Unies – Initiative des institutions financières (UNEP-FII) (1999)

Multilateral Financial Institutions Working Group on Environment (MFI-WGE)

Transparency International (2008)

Statuts internes

Code d'éthique commerciale (1998)

Code de conduite (1998)

Lignes directrices et procédures en matière de lutte contre la corruption (2000)

Directive en matière d'évaluation environnementale (2001)

Politique de divulgation (2001)

Déclaration d'engagement en matière de responsabilité sociale des entreprises (2003)

Politique environnementale (2005)

Lignes directrices et procédures en matière de lutte contre la corruption (2000)

Déclaration sur les droits de la personne (2008)